

A photograph of a waterfall cascading down a rugged, grey rock face. The water is white and frothy as it falls. The surrounding area is rocky with some sparse green vegetation.

Défis transnationaux et sécuritaires aux frontières Guinée – Mali – Sénégal : Entre vulnérabilités et résilience

Cas de la région de Kédougou

TIMBUKTU INSTITUTE

African Center for Peace Studies
www.timbuktu-institute.org

 **KONRAD
ADENAUER
STIFTUNG**

Étude Publiée par :



&

**Timbuktu-Institute African Center for
Peace Studies Sacré cœur 3 VDN,
Immeuble Sokhna Maï Mbacké
BP :15177, CP :10700 Dakar-Fann**

**Konrad - Adenauer - Stiftung e. V. Bureau
de la Fondation au Sénégal Almadies Zone
9, En face Groupe scolaire "La Pointe des
Almadies" Dakar**

Équipe de recherche



Dr. Bakary Sambe
Directeur du Timbuktu
Institute



Yague Samb
Pôle État de droit, gestion
des conflits et dialogue
politique



Mbassa Thioune
Pôle Radicalisation des
jeunes et résilience au
Sahel

Conception graphique : **Info design**
Date / année de publication : **Février 2021**

"Toute partie de cette publication est protégée sous copyright. Toute reproduction sous forme de copiage, traduction, microfilm ou électronique sans autorisation de la Konrad-Adenauer-Stiftung e. V. et de Timbuktu-Institute African Center for Peace Studies est strictement interdite."

Copyright: 2021, Timbuktu-Institute African Center for Peace Studies et Konrad-Adenauer-Stiftung e. V.

Table des matières

| | |
|--|----|
| Sigles et abréviations | 5 |
| Liste des tableaux et graphiques | 5 |
| Avant-propos de la Fondation Konrad Adenauer | 7 |
| Introduction | 9 |
| I Méthodologie de l'enquête | 11 |
| 1. Définition de la population sondée | 11 |
| 2. Echantillonnage | 12 |
| Technique d'échantillonnage | 12 |
| Répartition de l'échantillon | 12 |
| 3. Déroulement de l'enquête | 13 |
| Le questionnaire | 13 |
| Les entretiens qualitatifs | 13 |
| Les focus groups | 13 |
| Difficultés rencontrées | 14 |
| II Des leviers de vivre ensemble identifiés par la population | 14 |
| 1. Un climat social décrit comme cordial | 14 |
| 2. L'avantage de vivre en zone frontalière : sensation de sécurité et surveillance assurée | 16 |
| 3. Quelques entraves au vivre-ensemble | 17 |
| III Des facteurs de marginalisation propices à la radicalisation juvénile | 22 |
| 1. Paradoxe de la situation de précarité en zone de richesse | 22 |
| 2. Questionnements autour de l'exploitation des terres | 26 |
| 3. Des infrastructures et services sociaux de base en souffrance | 27 |
| IV Vivre en zone frontalière : avantage ou inconvénient ? | 31 |
| 1. Des relations avec les populations maliennes jugées bonnes dans l'ensemble... | 31 |
| 2. ...la majorité ne se sent pas concernée par la crise malienne... | 32 |
| 3. ...Mais plus du tiers des personnes interrogées estiment que cette crise malienne constitue une menace pour le Sénégal | 34 |
| 1. L'insécurité au Mali : une menace pour la sous-région | 35 |
| 2. Visions partagées des populations sur l'accueil d'orpailleurs étrangers | 37 |
| V Bonnes pratiques de cohésion sociale et de résilience | 38 |
| 1. La culture et les traditions au service de la cohésion sociale | 38 |
| 2. Les femmes et les jeunes, acteurs incontournables de la consolidation de la paix : | 40 |
| 3. De la confiance en matière de gestion des conflits et de maintien de la paix : autorités administratives ou leaders religieux et coutumiers ? | 42 |
| Conclusion | 44 |
| Recommandations | 45 |
| Bibliographie | 46 |

► Sigles et abréviations

| | |
|----------------|--|
| ACEFOP | Accès Équitable à la Formation Professionnelle |
| ANSD | Agence Nationale de Statistique et de la Démographie |
| ARD | Agence Régionale de Développement |
| BAD | Banque Africaine de Développement |
| CAP | Connaissances-Attitudes-Pratiques |
| ESP-ÉPE | Essor du Secteur Privé par l'Éducation pour l'Emploi |
| FPT | Formation professionnelle et Technique |
| LTIM | Lycée Technique Industriel et Minier |
| PF2E | Programme de Formation École Entreprise |
| PNUD | Programme des Nations Unies pour le Développement |
| PUDC | Programme d'Urgence de Développement Communautaire |
| PUMA | Programme d'Urgence de Modernisation des Axes et Territoires frontaliers |
| RGPHAE | Recensement Général de la Population et de l'Habitat, de l'Agriculture et de l'Élevage |
| SSB | Services Sociaux de Base |

► Liste des tableaux et graphiques

| | |
|------------------|--|
| Tableau 1 | Répartition du nombre de concessions et de ménages dans les zones de l'étude |
| Tableau 2 | Répartition de l'échantillon selon le critère du sexe dans les zones de l'étude |
| Tableau 3 | Répartition de l'échantillon selon le critère de l'âge dans les zones de l'étude |
| Tableau 4 | Tri croisé entre sensation de sécurité et perception des conflits au Mali |

► Liste des tableaux et graphiques

| | |
|---------------------|--|
| Graphique 01 | Nature des relations entre les communautés |
| Graphique 02 | Nature des relations entre kédovins et maliens |
| Graphique 03 | Le fait d'habiter dans une zone frontalière représente-t-il un avantage ou un inconvénient ? |
| Graphique 04 | Surveillance des frontières |
| Graphique 05 | Vous sentez-vous en sécurité ? |
| Graphique 06 | Perception de l'origine des trafics |
| Graphique 07 | Les violences les plus récurrentes |
| Graphique 08 | Circulation des armes |
| Graphique 10 | Écho présence groupe terroriste par zone de résidence |
| Graphique 11 | Kédougou : une région riche ou pauvre ? |
| Graphique 12 | Avantages de la population sur les richesses |
| Graphiques 13 et 14 | Les jeunes constituent-ils la couche sociale la plus impactée par les difficultés économiques ? Quelle est la nature des difficultés chez les jeunes ? |
| Graphique 15 | Aide des populations par les sociétés d'exploitation minières |

| | |
|--------------------|---|
| Graphique 16 | Retombées des richesses sur les populations |
| Graphique 17 et 18 | Possession de terres par les répondants ou leurs familles et Usage des terres |
| Graphique 19 | Existence d'écoles dans la localité, Existence de centres de santé, existence de structures dédiées à l'emploi, connaissances des structures dédiées à l'emploi, émigrer ou non pour gagner sa vie, s'installer ou non à Dakar (Groupe) |
| Graphique 20 | Qu'est-ce qui pourrait expliquer un jour qu'un jeune ou une femme intègre les rangs d'un groupe armé ou terroriste ? |
| Graphique 21 | Relations des habitants de la frontière de Kédougou avec les populations maliennes |
| Graphique 22 | Les populations sont-elles concernées par la crise sécuritaire au Mali ? |
| Graphique 23 | La crise malienne constitue-t-elle une menace pour le Sénégal ? |
| Graphique 24 | La crise au Mali constitue-t-elle une menace pour le Sahel ? |
| Graphique 25 | Perceptions des populations sur les orpailleurs étrangers |
| Graphique 26 | Pour vous la culture ou les traditions peuvent-elles jouer un rôle positif pour la paix et la cohésion sociale ? |
| Graphique 27 | Pour vous, les femmes ont-elles un rôle dans la consolidation de la paix ? |
| Graphique 28 | Des obstacles à l'implication des femmes dans la vie publique et la consolidation de la paix |
| Graphique 29 | Si vous avez un conflit dans la localité à qui vous adresseriez-vous ? |
| Graphique 30 | Acteurs pertinents de la préservation de la paix |



Avant-propos de la Fondation Konrad Adenauer

Par Ute G Bocandé, conseillère scientifique

« **Défis transnationaux et sécuritaires aux frontières Guinée – Mali – Sénégal : Entre vulnérabilités et résilience**, Cas de la région de Kédougou » : le titre de l'étude réalisée par l'équipe de recherche du Timbuktu Institute reflète une des priorités du travail de la Fondation Konrad Adenauer au Sénégal et de sa coopération avec le Timbuktu Institute mais aussi son intérêt constant pour la consolidation de la paix et du dialogue constructif.

La Fondation Konrad Adenauer intervient au Sénégal, depuis près de 45 ans, avec l'appui des acteurs du secteur public, privé et de la société civile pour promouvoir le développement territorial, économique et social à tous les niveaux. Cependant, elle est de plus en plus consciente du fait que la paix est la condition de tout développement harmonieux et durable.

Notre coopération avec le Timbuktu Institute est basée sur notre commune conviction qu'il est de première priorité de préserver le vivre ensemble harmonieux, la cohésion et la paix sociale et ce, surtout dans des zones vulnérables, comme les régions frontalières.

Kédougou en fait partie, en tant que région enserrée entre deux pays qui ont connu ou qui connaissent encore des conflits sociaux voire armés : la Guinée et le Mali.

L'enquête a été minutieusement préparée et mise en œuvre, à travers une approche triologique mixte quantitative, qualitative et participative, à l'aide d'une technique très professionnelle d'échantillonnage et d'évaluation.

La présentation de l'étude ne laisse rien au hasard, divers moyens visuels appuient et éclaircissent le texte qui, de manière succincte et concise, présente tous les éléments nécessaires à la compréhension de la thématique. Ainsi sont analysés, les leviers du vivre ensemble et les facteurs de marginalisation, les diverses appréciations de la proximité au pays en conflit à savoir le Mali et les bonnes pratiques de cohésion sociale et de résilience.

En effet, la région de Kédougou, particulièrement les départements frontaliers analysés, Saraya avec la frontière du Mali et Salémata avec la frontière de la Guinée, hormis sa relative fragilité due à sa position géographique, présente d'autres facteurs de risque, comme une répartition inégale de richesses, avec des populations démunies et des infrastructures de base déficientes dans une zone qui regorge d'immenses richesses minières. Par ailleurs, les émeutes à Kédougou de décembre 2008 témoignent des tensions vécues par les populations dans cette zone. Cependant, l'activité d'orpaillage entraîne d'autres facteurs de risque, comme le trafic transfrontalier de personnes et de biens et la circulation d'armes et d'explosifs. Ces derniers sont utilisés dans l'extraction de l'or, mais qu'est ce qui exclut qu'ils soient dévoyés à des raisons terroristes, au pire des cas ? Ainsi, on constate que tout un « cocktail » de facteurs de risques sont présents dans la région. Les recommandations reflètent clairement des urgences à ce niveau, comme l'appel aux pouvoirs publics d'organiser l'exploitation d'or pour prévenir des conflits, d'étudier les causes profondes de la marginalisation des jeunes et des femmes en zones

frontalières pour prévenir l'exclusion socioéconomique ou lutter contre le chômage et la pauvreté.

D'autres recommandations se focalisent sur la création des conditions d'une cohabitation pacifique et l'appui des initiatives de renforcement des liens d'amitié et d'intégration entre les peuples et la formation des leaders religieux et coutumiers sur les enjeux des conflits transfrontaliers.

Là transparaît un des grands atouts de la région de Kédougou : le rôle des leaders religieux et coutumiers dans l'approfondissement de la cohésion sociale et dans la prévention de conflits. La Fondation Konrad Adenauer, qui intervient dans la région depuis plus de 10 ans, avec un appui justement du dialogue interculturel et interreligieux et dans la promotion des femmes et des jeunes, est contente de voir, à travers les résultats de cette étude, le bien fondé de ses choix stratégiques dans la région de Kédougou.

Dans l'espoir que l'Appel de Kédougou sera entendu, appel formulé par les leaders communautaires de la région lors d'un séminaire en mars 2020, la Fondation Konrad Adenauer tient ici à exprimer ses vifs remerciements à l'équipe du Timbuktu Institute qui s'est donnée à fond dans la réalisation de cette importante étude analytique et prospective, toutes nos félicitations. Nous remercions également tous nos partenaires dans la région de Kédougou pour leur appui et leur active participation dans le cadre de la réalisation de l'étude.

À présent, nous souhaitons à tous une bonne lecture et aux populations de la région de Kédougou, une constante progression dans la quête d'un développement social, économique et culturel dans la paix.

Introduction

Si les régions frontalières ont cette particularité de se situer en zone géographique excentrée des capitales, au point que leurs spécificités soient généralement méconnues du grand public, peut-on en dire autant de la région de Kédougou ? Le lieu (**dougou**) des hommes (**Ké**) en malinké, désignant en **Bédik, Idougou**, autrement dit le lieu d'enfouissement des gris-gris censés protéger les villages montagneux des guerriers Bedik, ferait certainement exception à cette règle pour des raisons multiples et variées. En effet, au-delà de la richesse culturelle qui émerveille les adeptes des paysages au relief accidenté, avec la diversité culturelle caractéristique du pays Bassari¹ classé patrimoine mondial de l'UNESCO, la région de Kédougou² est principalement connue pour la richesse de son sous-sol. Les mines et indices d'or, de fer, de nickel, de cuivre, d'uranium, etc. en font un pôle d'attraction pour les investisseurs et populations d'origine étrangère.

Aussi, cette région située à l'extrême sud-est du pays, est à la lisière de la République de Guinée (Koundara) et du Mali (Kéniéba dans la région de Kayes) qui font respectivement frontières avec les départements de Salémata, riche de sa diversité culturelle et de Saraya, connu pour ses énormes potentiels miniers.

Dans cet ensemble sahélien très agité qui oscille entre crises sécuritaires, politiques et institutionnelles, le Sénégal a jusqu'ici réussi à se présenter en modèle de résilience parmi les pays ouest africains pouvant se focaliser sur une approche préventive et prospective en termes d'enjeux sécuritaires. Dans ce sillage, peut-on faire une généralisation de ce même raisonnement concernant toutes les régions du Sénégal ? N'existe-t-il pas des zones du pays potentiellement moins en sécurité que d'autres ? Rien que la situation de la région de Kédougou en zone frontalière permet de soulever les questionnements relatifs aux défis qui interpellent ces zones avec la transnationalité consécutive des acteurs.

En réalité, la région ouest-africaine est confrontée à une multitude de défis socio-sécuritaires en raison des flux migratoires qu'elle accueille dans le cadre de la recherche effrénée du métal jaune.

Dans les faits, la recherche de l'or s'accompagne de certaines pratiques dont la prostitution, le prosélytisme, l'exploitation d'enfants, les conflits d'intérêts, lesquels fléaux ont atteint des proportions inquiétantes dans les zones aurifères.

Dans le même temps, l'usage d'explosifs en tant que technique pour briser les blocs de pierre et faciliter l'extraction de l'or, dans cet environnement sahélien en proie à la menace terroriste, pose également de réels défis sécuritaires et peut grandement interroger sur l'usage final de ces explosifs dans ces mines ou pour des motivations purement terroristes.

Cette situation n'est guère confortée par les souvenirs de l'appel transnational au djihad lancé en novembre 2018 à la communauté peule du Sahel par le chef de la Katiba Macina (membre du Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans) Hamadoun Kouffa. Logiquement, cette ouverture tant espérée de ce ténor du djihadisme dans le Sahel, témoigne de la volonté de casser le verrou des pays côtiers d'Afrique, principalement la région de Kédougou du Sénégal dont le département de Saraya est frontalier du cercle de Kéniéba qui se situe dans une région où le GSIM tente de trouver un maillage territorial et une alliance potentielle des populations.

Rien qu'entre 2019 et 2020, le nombre d'arrestations d'individus pour l'essentiel d'origine étrangère, avec des explosifs, a connu une hausse inquiétante au point que les autorités sénégalaises intensifient les contrôles et les opérations de sécurisation de la frontière Sud-est.

1 Le pays Bassari se compose des paysages culturels Bassari (zone de Salémata), Bedik (zone de Bandafassi) et Peul (zone de Dindéfelo).

2 Kédougou est devenue région depuis le découpage administratif par décret n° 2008-1030 du 15 septembre 2008.

La tenue des manœuvres nationales de l'armée sénégalaise au niveau de la zone militaire 4 dite Falémé couvrant Tambacounda et Kédougou, en plus des défis sécuritaires de la région, est le **signe d'une prise de conscience politique de la réalité des menaces et d'une volonté d'être paré à des opérations asymétriques.**

Toutefois, on constate une forme de résilience malgré ces bouillonnements et influences extérieurs.

Convient-il de s'arrêter sur la notion de résilience qui est un concept transdisciplinaire ayant reçu diverses définitions. Si elle constitue la : « *capacité à absorber une perturbation, à se réorganiser, et à continuer de fonctionner de la même manière qu'avant.* » ou encore celle « *d'un individu à résister psychologiquement aux épreuves de la vie* »³, elle est appréhendée d'un point de vue psychologique, comme « *la capacité pour un individu à faire face à une situation difficile ou génératrice de stress* »⁴ ou comme *la capacité de résistance d'un corps ou d'un matériau à un choc ou à une déformation.*⁵ La même définition est donnée en psychologie selon laquelle : « *la résilience est la capacité pour*

un individu à faire face à une situation difficile ou génératrice de stress »⁶. Pour d'autres organismes de développement, la résilience désigne « la capacité des personnes, des ménages, des communautés, des pays et des systèmes à atténuer, à s'adapter et se remettre de chocs et tensions d'une manière qui permette de réduire la vulnérabilité chronique et de faciliter une croissance inclusive »⁷

Dans la présente recherche, le Timbuktu Institute a mobilisé ses équipes au niveau de la frontière Kédovine, stratégique de par ses richesses minières et sa position géographique de voisinage immédiat avec la Guinée et la Mali en pleine crise politico-sécuritaire, afin de mesurer la pertinence et le degré de résilience.

L'objectif est, au final, de ressortir les points forts de même que les faiblesses de cette région afin de dégager des conclusions et de formuler des recommandations opérationnelles en direction des autorités nationales mais aussi des populations pour aller vers une approche holistique des menaces et des stratégies de prévention.

3 Idem. <https://www.linternaute.fr/dictionnaire/fr/definition/resilience/>

4 <http://www.psychologies.com/Dico-Psycho/Resilience>

5 <https://e-rse.net/definitions/resilience-definition/#gs.hfVBKac>

6 <http://www.psychologies.com/Dico-Psycho/Resilience>

7 <https://www.usaid.gov/resilience/resources>

▶ I. Méthodologie de l'enquête

La méthodologie utilisée dans le cadre de cette étude est l'approche **trilogique mixte quantitative - qualitative - participative**. En effet, l'objectif visé est d'analyser les leviers de résilience communautaire dans les zones frontalières de Kédougou face aux menaces de la sous-région, tels que les trafics transfrontaliers de personnes et de biens, le trafic de bois, les tensions liées à l'orpaillage qui attire de nombreux migrants venus de la sous-région, la proximité avec le Mali qui installe une menace quasi-pérenne.

Dans cette perspective, il convient tout d'abord de définir la population sur laquelle porte l'étude et le cadre géographique. Ensuite, il va s'agir d'aborder le plan d'échantillonnage ainsi que la répartition de l'échantillon optimal.

Enfin, le déroulement de l'enquête sera exposé en mettant l'accent sur les difficultés rencontrées.

▶ 1. Définition de la population sondée

La définition de la population a été une étape cruciale dans cette étude de terrain. En effet, elle garantit une qualité des données et un plan de sondage pertinent. Kédougou a été érigée en région par la loi n° 2008-14 du 18 mars 2008⁸ et répartie en trois départements :

Kédougou, Salémata et Saraya. Elle est sous-peuplée par rapport au reste du pays ; à en croire

les résultats définitifs du Recensement Général de la Population et de l'Habitat, de l'Agriculture et de l'Élevage RGPHAE, la population de la région de Kédougou était établie à 151 357 (1,1% de la population du Sénégal) en 2013. Les départements de Saraya et de Salémata - objets de notre présente étude - représentent respectivement 33% et 15% de la population totale de la région. Le nombre d'hommes est supérieur à celui des femmes (52% contre 48%) avec une population relativement jeune. En effet, la moitié de la population à moins de 17 ans⁹. 75% de la population vit en milieu rural.

Elle partage ses frontières terrestres avec deux pays limitrophes à savoir le Mali et la République de Guinée.

C'est une zone très enclavée avec un déficit criard de services sociaux de base : routes, hôpitaux, etc. Cette situation enclavée et la nécessité de désenclaver la zone frontalière justifient les estimations budgétaires de la Matrice d'Actions Prioritaires (MAP) de la région à 151,3 milliards de francs CFA dont 2/3 alloués au désenclavement¹⁰. Les langues les plus parlées dans la zone d'étude sont le Mandinka (Moussala, Sabodala et Wansangara), Pulaar (Moussala, Sabodala et Oubadji) et Oniyan (Oubadji, peuple Bassari).

La zone d'étude est composée de 322 concessions et 407 ménages répartis comme suit :

| | OUBADJI | MOUSSALA | WANSANGARA | SABODALA |
|------------------------------|---------|----------|------------|----------|
| Nombre de concessions | 25 | 51 | 71 | 175 |
| Nombre de ménages | 29 | 56 | 71 | 251 |

Tableau 1 : Répartition du nombre de concessions et de ménages dans les zones de l'étude

8 <http://www.jo.gouv.sn/spip.php?article6586>

9 RGPHAE (2013) Rapport régional définitif région de Kédougou, ANSD avril 2017

10 <https://www.puma.sn/?region=kedougou>

1. Échantillonnage

L'échantillonnage consiste à sélectionner parmi un groupe numériquement important un sous-groupe représentatif de la population à étudier. En d'autres termes, c'est le processus qui permet d'étudier une petite partie d'une population afin d'établir un jugement sur la population entière. Ainsi, il désigne le processus par lequel on sélectionne un sous-groupe d'une population. Ainsi, cet échantillon doit avoir les mêmes caractéristiques que la population mère. Nous avons opté pour un grand échantillon pour plus de représentativité.

Technique d'échantillonnage

La technique d'échantillonnage utilisée dans le cadre de cette enquête est la méthode aléatoire où l'échantillon est tiré au hasard et chaque individu de la population a la chance d'être interrogé. Pour une stratification optimale de la population, nous avons choisi dans le cadre de cette enquête le lieu de résidence, le sexe et l'âge. La zone rurale sera plus représentative au niveau de l'échantillon.

Répartition de l'échantillon

| | Homme | % | Femme | % | Total | % |
|-------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| MOUSSALA | 71 | 25% | 62 | 24,5% | 133 | 24,8% |
| SABODALA | 118 | 41,4% | 101 | 39,9% | 219 | 40,8% |
| WANSANGARA | 70 | 24,6% | 66 | 26,1% | 136 | 25,3% |
| OUBADJI | 25 | 8,8% | 24 | 9,5% | 49 | 9,1% |
| TOTAL | 284 | 100% | 253 | 100% | 537 | 100% |
| % | 52,9% | | 47,1% | | 100% | |

Tableau 2 : Répartition de l'échantillon selon le critère du sexe dans les zones de l'étude

| | 18-24 ans | Taille E | 25-34 ans | Taille E | 35-45 ans | Taille E | Total Cible | Taille E |
|-------------------|-----------|----------|-----------|----------|-----------|----------|-------------|----------|
| MOUSSALA | 75 | 36 | 91 | 44 | 65 | 32 | 231 | 112 |
| SABODALA | 141 | 69 | 244 | 119 | 173 | 84 | 558 | 271 |
| WANSANGARA | 79 | 38 | 110 | 53 | 71 | 35 | 260 | 126 |
| OUBADJI | 16 | 8 | 20 | 10 | 19 | 9 | 55 | 27 |
| TOTAL | 311 | 151 | 465 | 226 | 328 | 159 | 1104 | 537 |

Tableau 3 : Répartition de l'échantillon selon le critère de l'âge dans les zones de l'étude

2. Déroulement de l'enquête

Dans le cadre de cette enquête, nous avons adopté une démarche mixte. Tout d'abord, la méthode quantitative est utilisée par le biais de l'administration d'un questionnaire dit CAP (Connaissances-Attitudes-Pratiques). Ensuite, des focus groupes ont été animés avec les acteurs de la vie économique et sociale de la région de Kédougou mais également des entretiens qualitatifs avec des leaders religieux, des agents de l'Administration et de la société civile.

Le questionnaire

Le questionnaire CAP a pour but de tester les connaissances, les attitudes ainsi que les pratiques d'une population par rapport à un phénomène bien spécifique. Dans le cadre de cette enquête, le phénomène étudié est la résilience des populations des zones frontalières de Kédougou face aux différentes menaces de la sous-région. La collecte des données a permis de recueillir des informations générales et spécifiques sur les thèmes suivants :

- Connaissances des populations locales des frontières en matière de vivre-ensemble ;
- Compréhension des facteurs de marginalisation pouvant conduire à la radicalisation des jeunes et des femmes ;
- Perceptions des leaders religieux et coutumiers sur les mécanismes de résilience ;
- Attitudes des jeunes, femmes et vieux face aux menaces qui secouent la sous-région ;
- Bonnes pratiques de cohésion sociale et de résilience.

Pour ce faire, la technique de collecte de données employée est l'entretien face-à-face afin d'assurer une plus grande fiabilité des résultats. Les protagonistes de l'entretien se font

face et peuvent ainsi dialoguer en utilisant toutes les ressources de la communication interpersonnelle. L'enquêteur sollicite activement le répondant tout en interagissant avec lui pour réguler l'entretien dans sa durée. Il peut, en cours ou en fin d'entretien, noter les caractéristiques du comportement de son interlocuteur.

Les collectes de données par questionnaires dans le cadre de l'enquête CAP seront menées en français et dans les langues locales parlées dans cette zone (Pulaar, Mandingue, et Oniyan). 15 enquêteurs locaux et un superviseur ont été recrutés sur la base de la maîtrise de la langue. L'enquête sur le terrain s'est déroulée du 25 au 30 juillet 2020 dans les zones ciblées.

Les entretiens qualitatifs

L'enquête qualitative est la seconde étape qui vient compléter la partie quantitative. Ici, la liberté est privilégiée, les répondants s'expriment largement sur des questions relatives au thème. En effet, les données qualitatives sont plus riches en informations car présentant l'avantage de ne pas limiter le répondant. Ainsi, des entretiens qualitatifs ont été effectués par un consultant sur place avec divers acteurs de la société : politiques, religieux, société civile, jeunes, femmes, représentants des populations. Au total, huit (8) hommes et femmes leaders ont été interviewés.

Les focus groupes

Les focus groupes permettent d'approfondir l'analyse avec des points qui ne sont pas sortis de l'enquête CAP et des entretiens qualitatifs. En effet, c'est une méthode qualitative de recueil des données qui s'appuie sur des groupes de discussion. Il s'agit de groupes semi structurés (entre 8 et 12 en général), modérés par un animateur et supervisés par un observateur afin de collecter l'avis d'un groupe de personnes quasi homogène.

La méthode cherche à recueillir des idées diverses - parfois contradictoires - afin de mieux comprendre le phénomène. Dans le cadre de notre étude, trois groupes ont été mis en place autour des sous-thèmes de la résilience communautaire en zone frontalière : les formes de complémentarités entre force de défense et de sécurité et populations dans la construction de la résilience dans la région de Kédougou ; les rôles pour les femmes dans la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent et la place pour les jeunes dans le travail de

sensibilisation contre la criminalité transfrontalière.

Difficultés rencontrées

Les difficultés rencontrées dans le cadre de cette enquête peuvent être résumées en trois points principaux. D'abord, le refus de répondre surtout chez les femmes de la zone rurale. Ensuite, la longueur du questionnaire. Enfin, la période de l'hivernage a fait que beaucoup de jeunes étaient occupés dans les travaux champêtres.

▶ II. Des leviers de vivre ensemble identifiés par la population

La notion de vivre-ensemble fait particulièrement sens dans une zone frontalière qui, en raison de la richesse minière convoitée des investisseurs et populations d'origine étrangère, est connue pour sa diversité culturelle.

Dans ce contexte, les analyses les plus alarmistes y décèleraient une configuration géostratégique propice aux tensions avec la recherche effrénée de l'or dans les mines dites artisanales. À cela, s'ajoute **la frontalité avec des pays qui traversent des crises sécuritaires, politiques et institutionnelles dont le débordement ne peut être exclu au regard du caractère poreux des frontières.**

Toutefois, les kédovins ne semblent pas aller dans le sens de cette analyse car considérant majoritairement bonnes les relations qui lient les uns aux autres. Aussi, note-t-on une certaine symbiose du point de vue religieux car l'échantillon affirme appartenir à l'unanimité à une religion. Se pose ainsi la question de savoir si cet ancrage religieux affirmé est valable au niveau des exploitations minières.

Les perceptions populaires ne s'inscrivent pas nécessairement en droite ligne avec cette donnée car **l'or serait une propriété du démon, de sorte que sa recherche ne peut se faire en conformité aux normes religieuses.** C'est ce qu'affirme d'ailleurs ce jeune leader :

« Selon certaines croyances, la personne qui cherche de l'or est obligée de ne pas suivre à la lettre la religion parce que cela risque de faire fuir l'or qui est considéré comme la richesse du diable ».

À observer toutes les pratiques qui sévissent dans les zones d'orpaillage traditionnelles, on peut faire le lien avec cette affirmation.

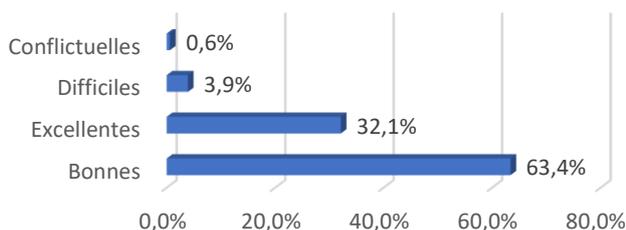
Même si dans le principe, le climat social est décrit comme cordial, avec ses spécificités socioculturelles et religieuses, convient-il de noter que certains facteurs sont de nature à l'entraver.

▶ 1. Un climat social décrit comme cordial

L'affirmation de ce guide traditionnel **« ce qui nous lie est plus fort que ce qui nous désunit »** résume parfaitement l'état d'esprit du kédovin. D'ailleurs, selon respectivement 63.4% et 32.1% des répondants, les relations dans la société sont bonnes, voire excellentes.

C'est seulement une infime minorité qui pense qu'elles sont difficiles, voire conflictuelles. Ceci veut dire que le vivre-ensemble est un idéal bien ancré dans la région de Kédougou.

Relations entre les communautés



Graphique 1 : Nature des relations entre les communautés

Dans le monde de la recherche, certains proposent d'aller au-delà du simple vivre ensemble en proposant la pratique du « faire ensemble »¹¹.

À regarder de plus près les initiatives tendant à maintenir le climat social et le protéger de certaines menaces, la pratique de la tripartite qui est une initiative visant une intégration régionale instaurée depuis les années 1970 entre Maali de la Guinée, Kéniéba du Mali et Kédougou du Sénégal, apparaît comme un outil permettant de raffermir les liens entre ces populations frontalières afin de mettre en place un faire-

ensemble. Appelée la semaine de la tripartite du point de vue de sa durée, elle se matérialise par l'organisation à tour de rôle entre les trois régions frontalières, d'activités culturelles, sportives, etc.

L'objectif est de créer un cadre de dialogue pacifique permettant de gérer les tensions latentes entre populations partageant des frontières communes.

Il ressort des entretiens menés avec les acteurs de la société civile kédovine que le climat social est cordial, hormis certaines tensions.

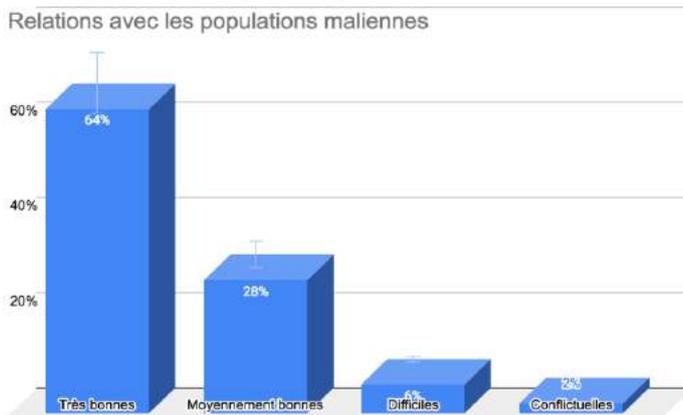
« Selon ce religieux : « Le climat social est bon dans l'ensemble. Rien de grave pour le moment qui peut remettre en cause la cohésion sociale. »

Cette vision est partagée par nombre d'acteurs qui soulèvent très souvent La parenté à plaisanterie, forme de railleries codifiées socialisantes entre groupes ethniques participant au raffermissement des liens sociaux. Les autres raisons explicatives de cette bonne ambiance sociale sont la pratique des mariages mixtes, l'esprit de partage qui existe, le respect mutuel.

À cela, s'ajoutent les relations pacifiques qui lient les habitants de Kédougou aux populations maliennes tel que cela est démontré par le graphique suivant qui retrace les points de vue positifs des populations (64%) dans leurs relations avec le Mali. Cela pourrait s'expliquer par le fait que les deux pays soient historiquement liés par l'Empire du Mali et plus récemment par la fédération du Mali.

11 Cette expression est du chercheur, célèbre islamologue sénégalais, Dr. Seydi Diamil Niane,

<https://fr.allafrica.com/stories/201803150935.html>, consulté le 06 décembre 2020.



Graphique 2 : Nature des relations entre kédovins et maliens

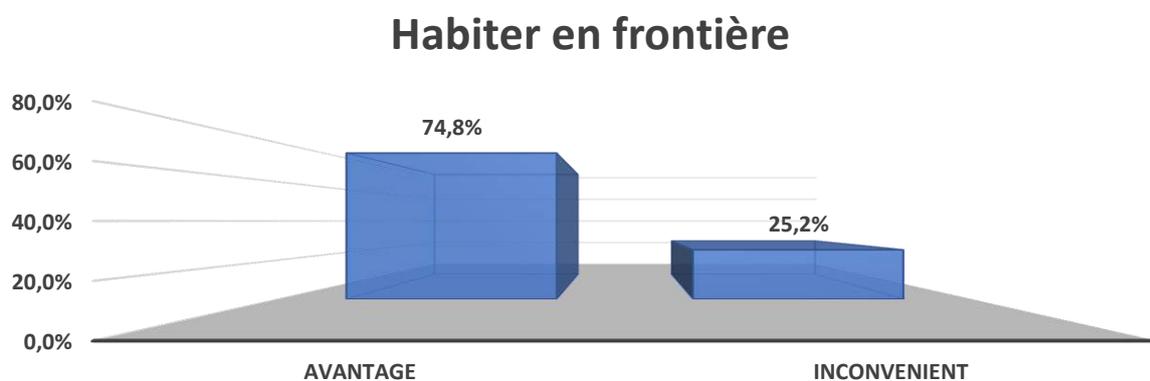
Ceci est sans nul doute un atout de vivre harmonieusement dans un environnement même cosmopolite.

► **2. L'avantage de vivre en zone frontalière : sensation de sécurité et surveillance assurée**

principalement par la *facilité de commerce* ou *l'accessibilité des denrées alimentaires et des marchandises*.

Selon vous, le fait d'habiter dans une zone frontalière représente-t-il un avantage ou un inconvénient ? C'est la question à laquelle la population cible était appelée à répondre. Ils sont à 74,8% à y voir un avantage s'expliquant

Il y a d'après l'enquête menée à Kédougou une inversion du paradigme de la frontalité comme synonyme de frustration bien qu'il faille mitiger cet optimisme apparent.



Graphique 3 : Le fait d'habiter dans une zone frontalière représente-t-il un avantage ou un inconvénient ?

Convient-il de s'arrêter sur les raisons avancées qui font que la vie en frontière devient avantageuse. En effet, c'est la satisfaction des besoins nécessaires à la survie des populations qui fait que la vie en frontière soit avantageuse selon les perceptions des populations elles-mêmes.

D'ailleurs, le gouvernement du Sénégal semble avoir compris une telle donne en s'alliant à des

partenaires internationaux afin d'améliorer les conditions de vie des populations.

C'est le cas de l'initiative multisecteur de renforcement de la résilience lancée en 2016, avec son volet agricole, résilience à l'insécurité alimentaire appuyée par des partenaires internationaux dont la Banque Africaine de Développement (BAD).

Ce programme qui cible plusieurs régions du Sénégal dont Tambacounda, Kédougou et Kolda agit dans les filières végétales et animales, la pêche, l'aquaculture et la commercialisation, afin de lutter contre la pauvreté. Ce type de programmes semble porter ses fruits auprès des populations qui expriment une satisfaction concernant leurs besoins de base.

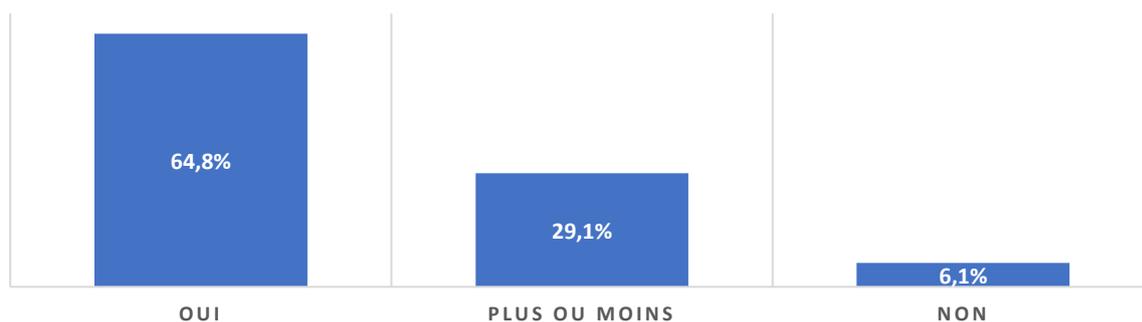
C'est seulement 25.2% qui pensent le contraire et l'expliquent par l'éloignement par rapport à la capitale, le banditisme, etc. Ainsi, la réticence entre populations autochtones et résidents subsiste à l'image de cette minorité qui voit d'un autre œil la résidence en zone frontalière comme le cas de ce leader religieux :

Nous sommes en train de nous regarder en chien de faïence. Il y a une méfiance entre nous parce que tout simplement les kédovins entrevoient les étrangers comme des gens qui viennent piller leurs richesses et qu'ils sont en train de nous imposer une culture que nous ne connaissons pas.

Il ressort de cette dernière affirmation que la réticence naît du fait que certains, même si c'est loin d'être une tendance lourde, sont animés par une peur de voir des étrangers s'approprier les richesses ou se voir imposer un autre mode de vie qui n'est pas le leur.

En plus du sentiment de sécurité du point de vue de la satisfaction des besoins de première nécessité, les populations apprécient globalement le travail des forces de défense et de sécurité qui contribuent, selon elles, à la surveillance des frontières (64.8%).

LES FRONTIÈRES SONT-ELLES SUFFISAMMENT SURVEILLÉES ?



Graphique 4 : Surveillance des frontières

Toutefois, à la règle des avantages d'une vie en frontière s'oppose ou se présente celle des limites au vivre-ensemble.

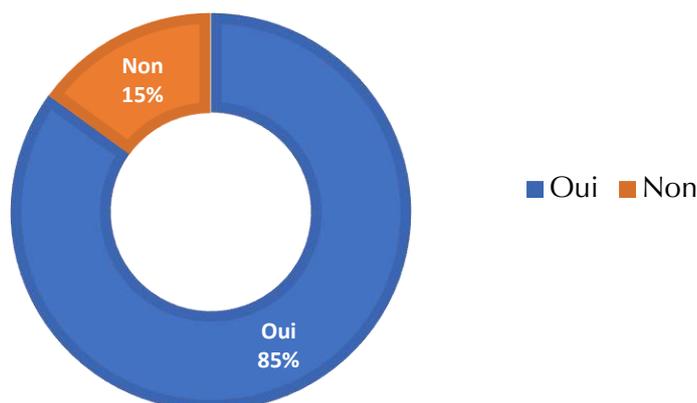
▶ 3. Quelques entraves au vivre-ensemble

Le vivre-ensemble tel que décrit par les populations, caractérisé par un climat social cordial avec des avantages apparemment alléchants, semble souffrir de quelques entraves. Cette situation peut se comprendre aisément en

zone frontalière poreuse par nature, avec les flux de personnes qu'elle enregistre et le choc des comportements qui peut en découler.

Ainsi, à la question introductive « **Vous sentez-vous en sécurité ?** » permettant de susciter des discussions autour des éventuelles menaces au vivre-ensemble, 85% rassurent sur l'inexistence de menaces dans leur zone de résidence. Seuls 15% affirment le contraire.

VOUS SENTEZ-VOUS EN SECURITE ?



Graphique 5 : Vous sentez-vous en sécurité ?

Pourtant, on note dans cette zone, **la recrudescence des trafics illicites de grande envergure¹², impliquant à la fois des sénégalais et des étrangers, au point que des organisations internationales et puissances étrangères s’y intéressent de plus en plus.**

Face à cette situation, la société civile était engagée à mettre en place une stratégie triennale 2018-2021 se fixant comme objectif de lutter contre ces pratiques dégradantes. Mais cela n’a pas atteint l’objectif fixé. Au contraire, en février 2020, le rapport *Trafficking in persons* du département d’État américain de 2020 place le Sénégal dans la liste de surveillance de niveau 2 en termes de traite sexuelle d’individus de nationalité sénégalaise

mais aussi étrangère dans les communautés minières de Kédougou¹³.

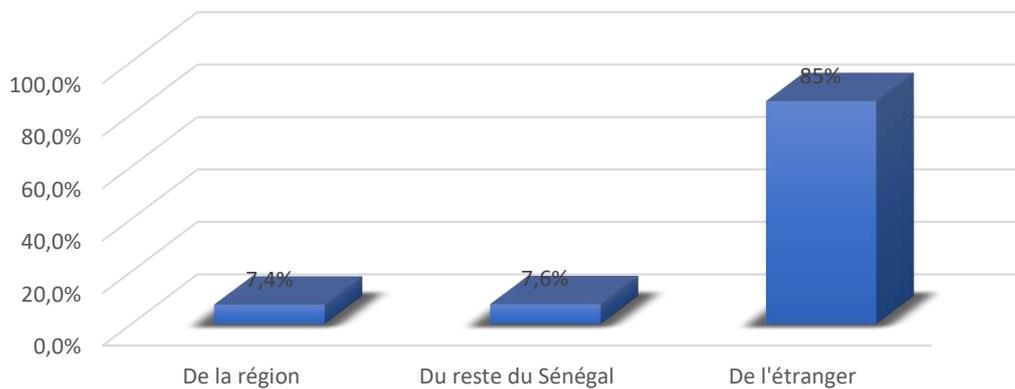
Si l’on confronte l’insécurité a minima affirmée et la fréquence des menaces, l’on observe une sorte de hiatus qui dénote, soit d’une absence de prise en compte des différentes menaces au vivre-ensemble, soit d’une **méconnaissance de la réalité des comportements et actes pénalement punissables.**

Cette dernière option ne saurait être retenue en l’espèce d’autant plus qu’il est reconnu en majorité la fréquence de trafics principalement d’origine étrangère (85%) et rarement nés au sein de la région elle-même (7,4%) et de l’intérieur du pays (7,6%).

12 En février 2020, un vaste réseau de trafiquants d’êtres humains à des fins de business sexuel a été démantelé par le Commissariat central de Kédougou (voir <https://www.amld-ong.org/generalites/senegal-un-reseau-de-traffic-detres-humains-demantele-a-kedougou-un-burkinabe-et-une-nigeriane-tombent/>, consulté le 19 décembre 2020). Un rapport du département d’Etat américain de 2013-2014, fait état de cas de

femmes et filles forcées à se prostituer dans les zones d’orpaillage de cette même région (voir <https://www.senepus.com/societe/des-senegalaises-forcees-se-prostituer-dans-la-zone-aurifere-de> consulté le 19 décembre 2020.

13 <https://www.state.gov/reports/2020-trafficking-in-persons-report/senegal/>, consulté le 19 décembre 2020

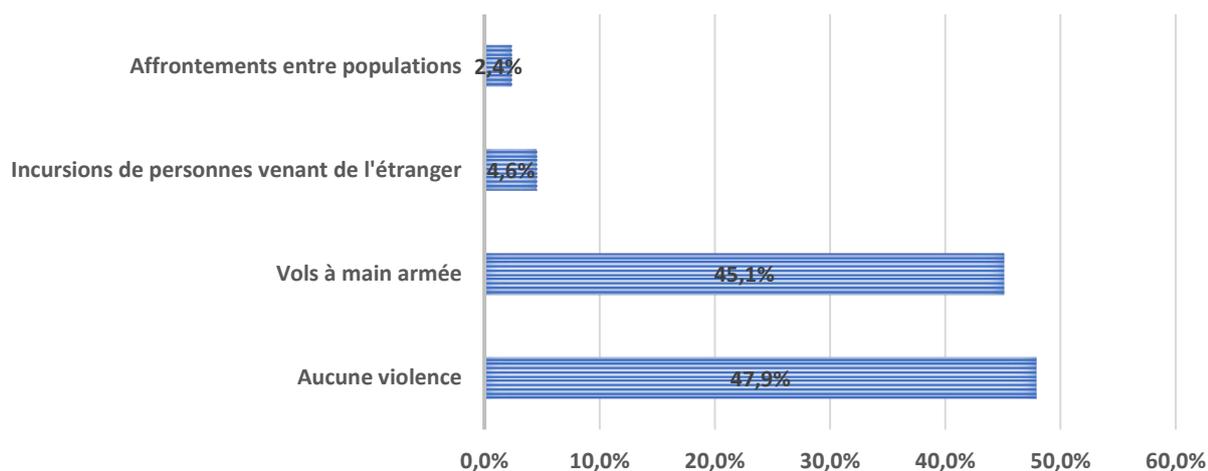


PERCEPTION DE L'ORIGINE DES TRAFICS

Graphique 6 : Perception de l'origine des trafics

Malgré l'existence de ce cocktail explosif à la merci du désordre, seul le tiers (33,1%) se sent menacé alors qu'il est affirmé de l'autre côté la fréquence des vols à main armée (45,1%).

TYPES DE VIOLENCE LES PLUS RÉCURRENTES



Graphique 7 : Les violences les plus récurrentes

Est-ce une banalisation du climat d'insécurité ou une méconnaissance des enjeux liés à ces menaces mêmes casuistiques ? Quelle que soit la réponse, l'on remarque que, parallèlement à cette vision relativement critique du vivre-

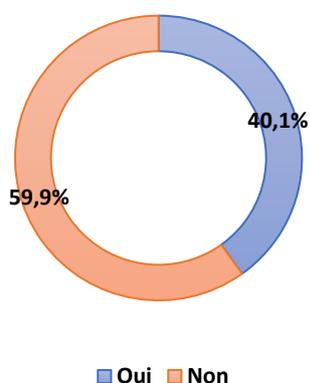
ensemble, d'autres conçoivent les menaces différemment tout en émettant des pistes de solution. C'est le cas de ce membre du forum civil de Kédougou qui a un autre regard des freins au vivre ensemble.

« Les entraves, (au vivre ensemble) c'est l'intolérance, autrement dit le fait de ne pas tolérer les différences de l'autre. C'est ce qui, quelque part, exacerbe les tensions envers les autres. Mais dès lors qu'on est tolérant et que l'on accepte l'autre tel qu'il est, cela peut vraiment faciliter le vivre-ensemble ».

Ainsi, les principales sources d'insécurité sont les trafics principalement d'origine étrangère et les vols à main armée, lesquels constituent des facteurs participant au délabrement du tissu social. A ces facteurs, s'ajoute l'orpaillage mené par les étrangers qui est sujet à polémique chez pratiquement tous les acteurs interrogés qui malgré l'esprit d'ouverture affiché, émettent tout de même des réserves soulignant parfois la quiétude qui prévalait avant cette ruée d'étrangers vers les sites d'orpaillage.

Aussi, les **relations entre les sociétés minières et les populations** n'ont pas toujours été au beau fixe. **L'on se rappelle du différend, d'il y a quelques années, né de l'intention de la société Teranga Gold d'effectuer des prospections dans les cimetières de Niakhafiring ou des tensions meurtrières ont eu lieu dans le site d'orpaillage de Dyabougou entre maliens et burkinabés.**¹⁴ Pendant ce temps, la majorité de la population sondée (59,9%) pense que les armes ne circulent pas dans cette zone frontalière.

Y a t-il une inquiétante circulation des armes ?

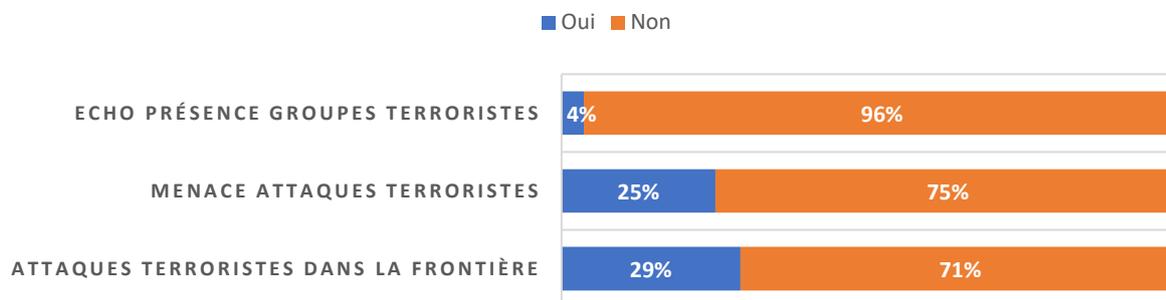


Graphique 8 : Circulation des armes

Des populations peu au fait des enjeux sécuritaires

Mieux encore, l'on relève selon certaines informations une forte menace terroriste en raison de la frontalité avec le Mali. La perception des populations est toute autre car 96% n'ont jamais eu écho de la présence de

groupes terroristes d'une manière générale. De ce fait, 75% déclinent l'éventualité d'une menace terroriste au moment où 71% ignorent les attaques terroristes dans la frontière (voir graphique ci-dessous).



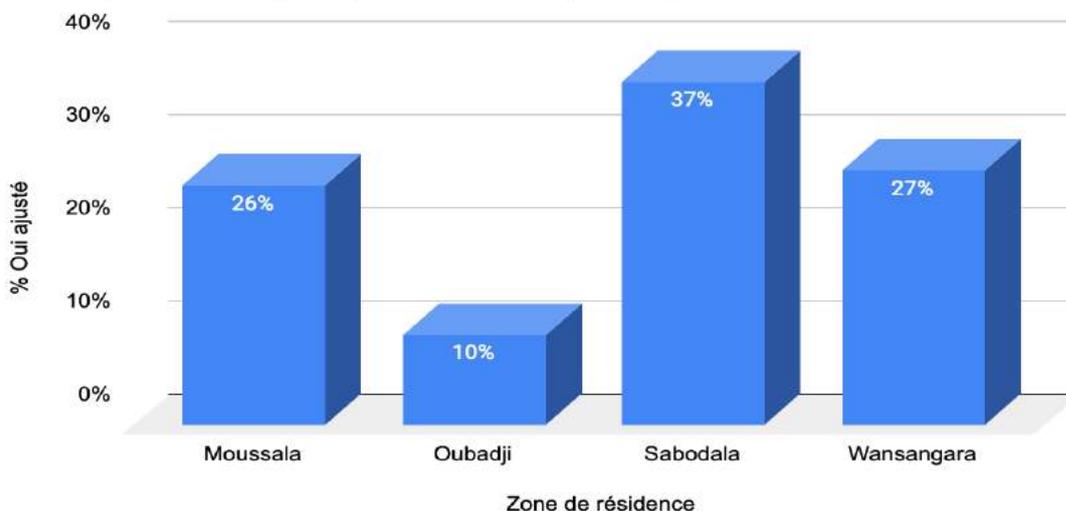
Graphique 9 : Écho présence des groupes terroristes, menaces d'attaques terroristes et attaques terroristes dans la frontière (groupe)

14 <http://www.xibartamba.com/Kedougou-L-Ong-la-Lumiere-tente-de-decrisper-le-climat-social> , consulté le 20 décembre 2020

Malgré cette tendance faible sur l'éventuelle présence de groupes terroristes, **il apparaît que les répondants de la zone aurifère de Sabodala (37%) ont plus d'écho de la présence des**

groupes terroristes que les autres au moment où ceux d'Oubadji à la frontière guinéenne disent ressentir moins cette présence.

Echo présence groupe terroriste par région



Graphique 10 : Écho présence groupe terroriste par zone de résidence

Cette méconnaissance relative constatée de l'existence des groupes terroristes au moment où ceux du Mali voisin font régulièrement parler d'eux-mêmes au niveau international, est interpellative et pose dans le même temps, la nécessité d'une sensibilisation à grande échelle sur cette partie du Sénégal.

L'enjeu est de taille pour le Sénégal quand on sait que les groupes terroristes instrumentalisent régulièrement l'ignorance pour faciliter l'endoctrinement de leur cible avant de les faire affluer vers leurs rangs. Au même moment, la marginalisation se joint à l'ignorance et demeurent les principaux facteurs de radicalisation chez les jeunes.

▶ III. Des facteurs de marginalisation propices à la radicalisation juvénile

Au cours des différentes recherches menées par le Timbuktu Institute dans le Sahel, dans son travail continu de cartographie des facteurs de radicalisation, **les frustrations socioéconomiques apparaissent comme les principales causes de radicalisation entendue au sens large du terme.**

Les zones frontalières caractérisées par la multiplicité des défis, ne font pas exception à

cette règle comme cela a pu être démontré lors des études menées à Vélingara et Labé (frontière sénégal-guinéenne) et à Rosso Sénégal¹⁵ sur la frontière sénégal-mauritanienne.

Quid de la région de Kédougou qui se démarque de beaucoup de localités sénégalaises avec ses réserves d'or et sa pluviométrie impressionnante ?

▶ 1. Paradoxe de la situation de précarité en zone de richesse

« Les jeunes de Kédougou sont assis sur de l'or et les populations n'en profitent pas. »¹⁶

Cette affirmation émise dans le contexte de la mort du jeune orpailleur Yamadou Sagna, lors d'un accrochage avec des éléments de la Douane en 2017, résume la précarité de la situation de nombre d'habitants de Kédougou.

L'exemple du secteur minier est le plus palpable pour exprimer les contrastes existant sur le plan économique. L'or qui est exploité dans sa forme industrielle ou traditionnellement dans les sites d'orpaillage dits « Dioura », constitue un secteur névralgique de l'économie kédovine en particulier et de celle du Sénégal en général. Rien que son mode d'exploitation industrielle occupe la deuxième place des exportations du Sénégal. En l'espace d'une poignée d'années (2009-2014), ce secteur a connu une hausse de près du double passant de 85 milliards et 403 millions de FCFA à 170 milliards et 744 millions de CFA¹⁷.

Curieusement, le rapport de l'ANSD sur la Situation Économique et Sociale du Sénégal de 2015 place la région de Kédougou à la tête de la liste des régions du Sénégal les plus touchées par le chômage avec 26.3%¹⁸ et où le taux de pauvreté reste exponentiellement élevé (71%).

Convient-il de noter que les richesses ne sauraient être limitées aux seules exploitations aurifères, la pluviométrie importante est une richesse qui, conjuguée au potentiel minier, renforce la particularité de cette région.

La question se pose ainsi de savoir si ce contraste statistiquement établi, autrement dit le paradoxe de la situation de précarité en zone de richesse, est toujours d'actualité, le cas échéant à quel degré et la couche sociale la plus touchée. La réponse à cette interrogation est positive à une écrasante majorité d'autant plus que **67.7% des interrogés pensent que la région est riche.**

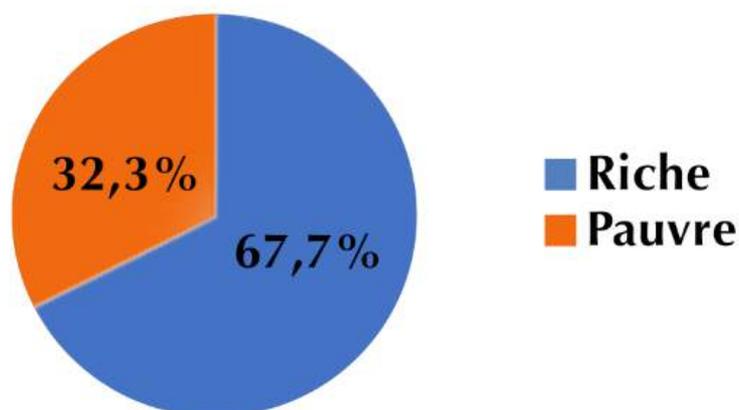
¹⁵ timbuktu-institute.org/media/attachments/2020/10/24/timbuktu-kas-rapport-novembre-2018.pdf, <http://timbuktu-institute.org/images/Radicalisation-Zones-frontalieres-Senegal-Mauritanie.pdf>, consultés le 23 décembre 2020.

¹⁶ Cette assertion est du politique Moustapha Mamba Guirassy, ancien maire de Kédougou.

¹⁷ <https://www.ansd.sn/ressources/ses/SES-Kedougou-2014.pdf>, consulté le 21 décembre 2020

¹⁸ https://www.ansd.sn/ressources/ses/chapitres/3-SES-2015_Emploi.pdf, consulté le 21 décembre 2020

La région de Kédougou est-elle riche ?



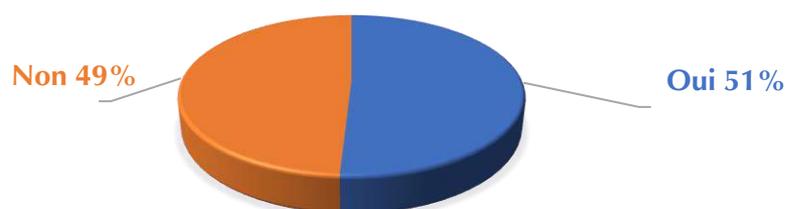
Graphique 11 : Kédougou : une région riche ou pauvre ?

Le taux relativement élevé de réponses négatives (32.3%) peut être sujet à plusieurs interprétations. Soit, cet échantillon a une vision de la richesse matérialisée par des réalisations concrètes, auquel cas il aurait raison d'affirmer l'absence de richesses au regard du manque d'infrastructures caractéristique de cette région. Soit, il ignore la réalité des richesses locales, même si ces dernières ne sont pas ostentatoires,

ce qui, pourtant, fait une des particularités de la partie sud-Est du Sénégal.

En tous les cas, les avis quant aux avantages de la population sur la richesse sont mitigés avec une quasi égalité des répondants percevant positivement ou négativement que les populations profitent de ces richesses (respectivement 49% et 51%).

LES POPULATIONS TIRENT-ELLES PROFIT DE LA RICHESSE ?



Graphique 12 : Avantages de la population sur les richesses

Selon des acteurs avertis de la situation socioéconomique, **les raisons explicatives de cette précarité sont principalement de deux ordres : le manque de main d'œuvre qualifiée comparée à la demande sur le marché du travail**

local et un énorme défi de gouvernance. C'est ce qui se lit à travers les affirmations suivantes recueillies au cours des entretiens qualitatifs complémentaires de cette étude :

« Le manque de formation des jeunes pour occuper des meilleurs postes. C'est aussi culturel. C'est-à-dire, quand la nature nous donne tout, on est habitué au juste minimum. »

« Parce que les jeunes ne sont pas formés dans le domaine minier. Ce qui fait qu'ils ne peuvent pas forcément travailler dans les sociétés minières ».

« Peut-être que c'est l'État qui a un peu failli, parce qu'en vérité, quand une société minière veut s'implanter quelque part, il appartenait à l'État de former les jeunes déjà. Malheureusement ce n'est pas le cas ici ».

« Je l'ai déjà dit ! Il y a le manque de formation des jeunes. La main d'œuvre n'est pas qualifiée ».

L'ensemble de cette structuration socioéconomique est résumé dans cette expression :

« C'est cela le problème de Kédougou. Vous venez de toucher la plaie, c'est là où on parle de mendiants assis sur une montagne d'or ».

À regarder de plus près l'état des structures en mesure de prendre en charge la préoccupation relative au manque de main d'œuvre qualifiée, on se rend compte qu'il existe des initiatives susceptibles de répondre à cette carence.

Tout d'abord, **la région dispose d'un Lycée technique industriel et minier (LTIM) spécialisé dans différents domaines tels que la Maintenance des mines, conduite et gestion d'une exploitation agricole, Électromécanique, etc. débouchant sur différents métiers d'avenir.**

Aussi, le Programme de Formation École Entreprise (PF2E) qui est une initiative née d'un partenariat public-privé créée en 2018 et lancée en janvier 2020 dans la région de Kédougou a été bien appréciée par les kédovins en général quand on connaît la quasi concentration des entreprises minières dans la région de Saraya¹⁹.

Parallèlement, les partenaires internationaux ont très tôt compris les enjeux d'une éducation qualifiante pour le développement des pays du tiers-monde en mettant en œuvre des projets en ce sens. C'est le cas de l'initiative Éducation pour l'emploi plus connue sous le nom *Essor du Secteur Privé par l'Éducation pour l'Emploi* (ESP-ÉPE). Ce projet qui s'étale sur une durée de six ans, est financé par **le gouvernement canadien en collaboration avec le Ministère de l'Emploi, de la formation professionnelle et de l'artisanat.** L'objectif qu'il s'est fixé est de former quelque

15 000 étudiants sans compter la formation de formateurs à la clé.

On peut également citer d'autres initiatives telles que **l'Accès Équitable à la Formation Professionnelle (ACEFOP) de l'Union Européenne mis en œuvre par l'Agence Luxembourgeoise pour la coopération au développement.** Ce projet exécuté dans certaines régions du Sénégal dont Ziguinchor, Kolda, Tambacounda et Kédougou vise douze mille jeunes (12 000) et se fixe comme objectif, comme son nom l'indique, de faciliter l'accès des jeunes à la formation professionnelle.

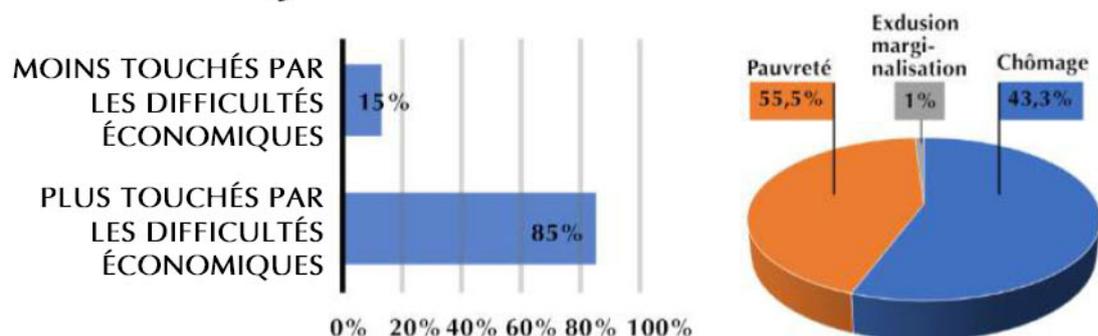
Malgré tous ces efforts publics et privés, la préoccupation d'une absence de main d'œuvre qualifiée demeure tel qu'il est évoqué par les répondants.

Cela veut dire que **les raisons sont à chercher ailleurs comme par exemple le décrochage scolaire qui a atteint des proportions inquiétantes.**

Si l'on creuse davantage sur la couche sociale la plus impactée par les difficultés économiques, les jeunes reviennent dans 85% des réponses, contre seulement 15% qui pensent le contraire. Et le type de difficultés auxquelles les jeunes sont confrontés sont la pauvreté (55%), le chômage (43.5%) et rarement l'exclusion et la marginalisation (1%).

¹⁹<https://www.tambacounda.info/2020/01/20/kedougou-visite-du-ministre-de-emploi-les-jeunes-sollicitent-plus-de-structures-de-formation-professionnelle/>, consulté le 25 décembre 2020.

Les jeunes et les difficultés



Graphiques 13 et 14 : Les jeunes constituent-ils la couche sociale la plus impactée par les difficultés économiques ? et La nature des difficultés chez les jeunes

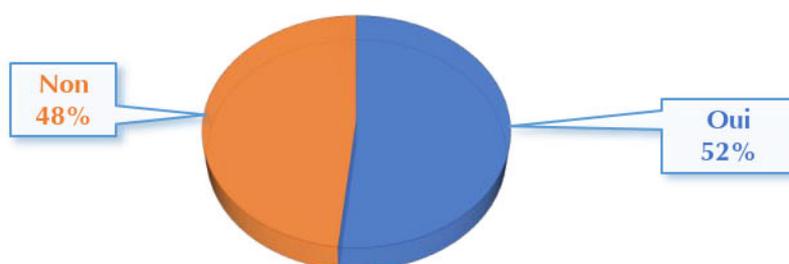
Est-ce une méconnaissance des structures vers lesquelles les jeunes doivent se diriger ? Cela semble être le cas quand on se fie aux affirmations des populations qui pensent à seulement 21% connaître les structures en charge de l'emploi qui sont plus ou moins connues dans les grands centres urbains sénégalais.

Cette situation implique un large travail de sensibilisation à laquelle les autorités doivent se livrer non seulement pour faire connaître

lesdites structures aux populations de l'intérieur du Sénégal en plus d'un réel travail d'opérationnalisation.

Puisque c'est la question minière qui revient le plus souvent dans les raisons explicatives de la précarité, il s'est avéré pertinent de savoir si les sociétés d'exploitation minières aident les populations. Ce qui est le cas selon les populations qui pensent majoritairement (52%) que les sociétés minières les aident.

AIDE SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION AUX POPULATIONS



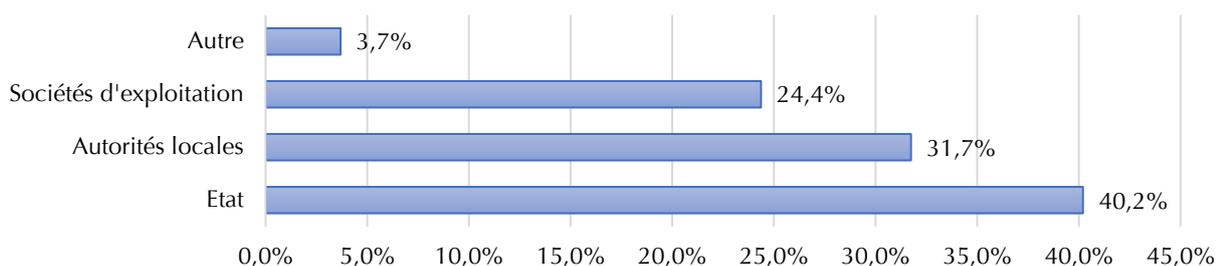
Graphique 15 : Aide des populations par les sociétés d'exploitation minières

L'État et les autorités locales fortement interpellés

On constate avec les répondants qu'il y va de la responsabilité de l'État (40,2%) au premier chef, des autorités locales (31,7%), et dans une moindre mesure aux sociétés d'exploitation de

faire bénéficier les populations des retombées des richesses malgré l'existence d'un fond social minier censé participer à la réalisation de certaines infrastructures sociales de base

Qui doit faire profiter les populations des retombées minières ?



Graphique 16 : Retombées des richesses sur les populations

Malgré la multiplication des initiatives, les populations sont perplexes quant à leur efficacité. Où faudrait-il rechercher les solutions à cette marginalisation qui va crescendo ? Faudrait-il un retour à l'exploitation de la terre ?

► 2. Questionnements autour de l'exploitation des terres

La région de Kédougou a aussi cette particularité de bénéficier d'une des pluviométries les plus importantes du pays, avec une période hivernale pouvant aller jusqu'à 6 mois sur 12 mois. Ce qui n'est pas le cas dans beaucoup de régions du Sénégal où la période hivernale tourne généralement autour de trois mois.

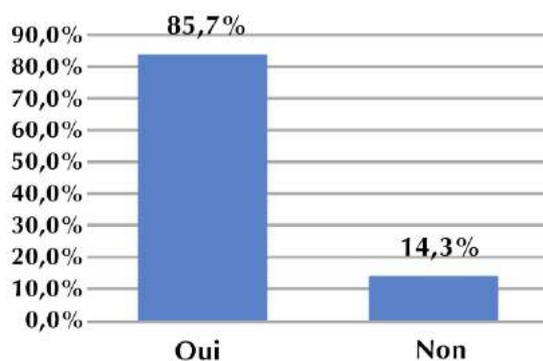
Cette générosité pluviométrique naturelle, conjuguée à la présence du fleuve Gambie et de ses

affluents, est à priori un avantage susceptible de concourir au développement du secteur agricole dans un contexte où les jeunes décrivent ponctuellement leur précarité due au manque d'emploi.

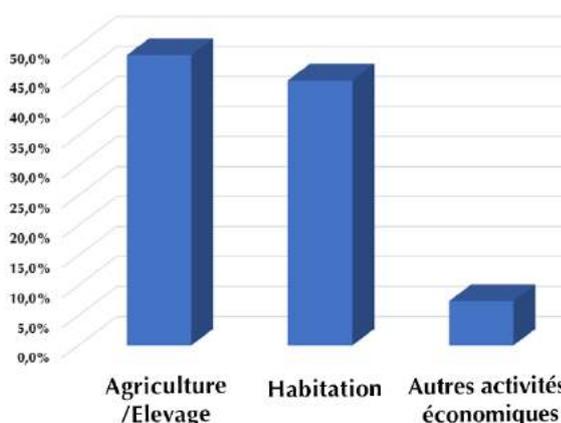
Cependant, cette zone éco-géographique connaît un certain nombre de défis environnementaux liés notamment à son relief accidenté lequel est né de l'extension de la cuirasse, des lithosols, sans oublier les sols caillouteux. Est-ce une raison

dissuasive du recours à l'agriculture ou un facteur incitatif au recours à l'orpaillage ? En tous les cas, on constate dans le cadre de cette recherche, un délaissement de l'agriculture, secteur névralgique de l'économie, d'autant plus que sur l'ensemble de l'échantillon, **plus des ¾, autrement dit 85,7% affirment posséder eux-mêmes ou leurs familles des terres alors que seulement 48,2% en usent à des fins agrosylvopastorales.**

Possession de terres des enquêtés et/ou de leurs familles



Usage des terres



Graphiques 17 et 18 : Possession de terres par les répondants ou leurs familles et usage des terres

Même au niveau des autorités centrales, **il est regretté parfois que l'agriculture soit délaissée alors que la région est réputée être une zone à vocation agricole.**²⁰

Un rapport de l'Agence Nationale de la Statistique et la Démographie (ANSD) alertait déjà en 2013 sur la désertion du secteur agricole par une part non négligeable de la population en faveur de l'orpaillage.²¹

Et pourtant, l'on note une floraison de projets publics et de partenariats publics et privés ayant pour objectifs de stimuler le secteur agricole du Sénégal, d'assurer une sécurité et ou une résilience alimentaire.

Du Programme d'accélération de la cadence de l'agriculture sénégalaise (PRACAS), volet agricole du Plan Sénégal Émergent (PSE), au programme multinational de renforcement de la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnel au Sahel (P2RS) impliquant des pays membres du CILSS²², en passant par Le Programme d'Appui au Développement Agricole et à l'Entreprenariat Rural (PADAER) ou l'expérimentation des périmètres écologiques dans plusieurs écovillages du pays notamment à Dindéfelo, la région ne souffre pas de projets visant à revigorer le secteur agricole.

La question se pose ainsi de savoir si ces politiques sont assez efficaces pour répondre aux besoins des populations ou encore ces dernières s'approprieraient-elles suffisamment les dispositifs et politiques étatiques.

À s'en tenir aux réponses de cet échantillon, les besoins sont loin d'être satisfaits. D'ailleurs, dans la quasi-totalité des entretiens qualitatifs effectués, l'on remarque l'omniprésence d'un

besoin de modernisation de l'agriculture chez plusieurs acteurs relevant de diverses catégories socioprofessionnelles.

Si pour certains « *l'agriculture n'est plus cette agriculture familiale, paysanne qu'on avait vécue, elle doit être mécanisée, motorisée* », d'autres pensent qu'elle « *demande des moyens que les jeunes n'ont pas* ». Convient-il de noter qu'au-delà de la satisfaction de la demande de mécanisation, plusieurs défis restent à relever tels que la déforestation dans les activités de prospection de ressources naturelles, la pollution de l'environnement née de l'usage de produits chimiques dans la recherche de l'or.

Ces activités constituent des obstacles environnementaux majeurs loin de profiter au secteur agricole.

Pendant ce temps, se pose la question des services sociaux de base.

▶ 3. Des infrastructures et services sociaux de base en souffrance

Si parmi les singularités des pays en développement, figure en bonne place l'accès difficile des populations aux Services Sociaux de Base (SSB), c'est tout autant une caractéristique des zones frontalières de beaucoup de pays du Sahel que d'être confrontées à cette même difficulté.

En ce sens, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) fait de l'inégalité d'accès aux opportunités de sortir de la pauvreté », en d'autres termes l'accès inégal aux SSB, une cause structurelle en matière de lutte contre la pauvreté dans l'espace subsaharien d'Afrique.²³

20 C'est ce qu'affirmait Papa Malick Ndao, ancien préfet du département de Saraya : « L'agriculture est délaissée alors que Kédougou est une région à vocation agricole ... », Les dossiers de la bonne gouvernance, Mines d'or de Kédougou, décembre 2015 ? <https://cesti.ucad.sn/wp-content/uploads/2019/03/VLbonne-gouvernance3-min.pdf>

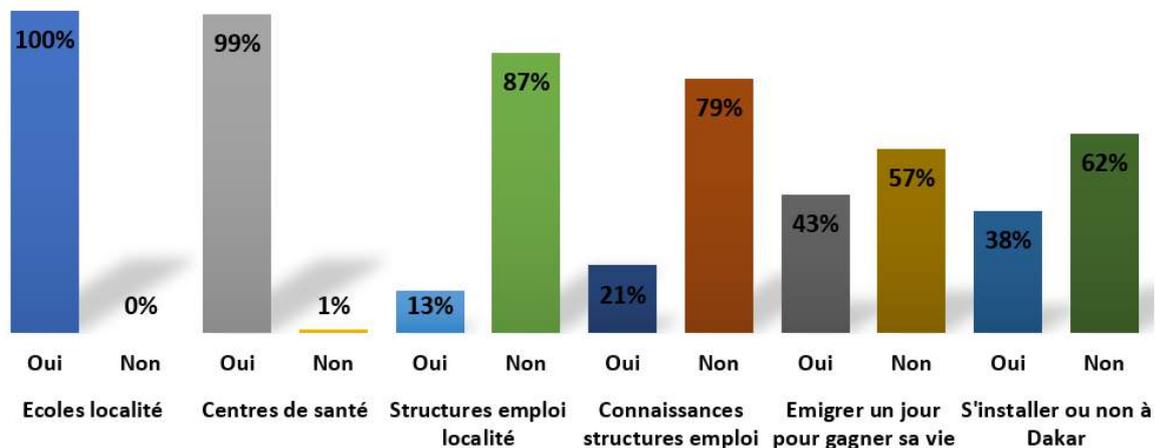
21 ANSD, Situation Economique et Sociale Régionale 2013, <https://www.ansd.sn/ressources/ses/chapitres/0-presentation-kedg2013.pdf>

22 CILSS : Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel.

23 Emmanuelle Benicourt, « La pauvreté selon le PNUD et la Banque mondiale », Études rurales, 159-160 | 2001, 35-54

Insuffisances de structures scolaires et sanitaires, pour ne citer que ces deux aspects des services sociaux essentiels, font-elles partie du quotidien des habitants de Kédougou ?

À en croire les répondants, les populations ne se plaignent ni de l'une, ni de l'autre. En effet, ces dernières affirment unanimement (100%) l'existence effective d'écoles dans les zones d'habitation.



Graphique 19 : Existence d'écoles dans la localité, Existence de centres de santé, existence de structures dédiées à l'emploi, connaissances des structures dédiées à l'emploi, émigrer ou non pour gagner sa vie, s'installer ou non à Dakar (Groupe)

Ceci corrobore la **dynamique ascendante du nombre d'écoles élémentaires créées rien qu'entre 2014 et 2016 bien qu'il y demeure encore des abris provisoires, sans compter le risque élevé de décrochage des enfants dans un environnement peu favorable à la poursuite des études.**

En ce sens, certaines communes telles que Sabodala et Tomboronkoto réfléchissent à de meilleures stratégies visant à interdire l'accès des jeunes à certains sites d'orpaillage.

Cette problématique a intéressé plusieurs ONG et organisations internationales qui s'activent de plus en plus sur la question du traitement inhumain et dégradant dont les jeunes sont victimes dans ces lieux. En appui aux initiatives locales, l'ONG La lumière qui travaille entre autres questions sur la réinsertion des enfants en situation de vulnérabilité, a ouvert dans la région un centre où transitent les jeunes ayant

été dans les sites d'orpaillage en vue d'une réinsertion socioéconomique.

Mais la question qui revient souvent dans l'employabilité des jeunes est celle de la formation professionnelle dans une zone minière nécessitant une main d'œuvre qualifiée. Selon les estimations ressorties du rapport sur la situation économique et sociale de la région de Kédougou (2015-2016), la région comptait, durant cette période, six (06) structures de Formation professionnelle et Technique (FPT), inégalement réparties ; car les départements de Kédougou et Salémata comptent respectivement cinq (5) et un (1) pendant que Saraya n'en dispose pas.²⁴

Cette carence de structures susceptibles de former les jeunes ne peut être résolue sans que l'on s'intéresse sur le niveau d'information des jeunes notamment sur les structures dédiées à l'emploi.

²⁴ file:///C:/Users/mr/Downloads/SES-Kedougou-2016.pdf , consulté le 05 décembre 2021

Une écrasante majorité (87%) font part de leur inquiétude quant au manque de structures dédiées à l'emploi (87%) et affirment à 79% ignorer leur existence (voir graphique ci-dessus).

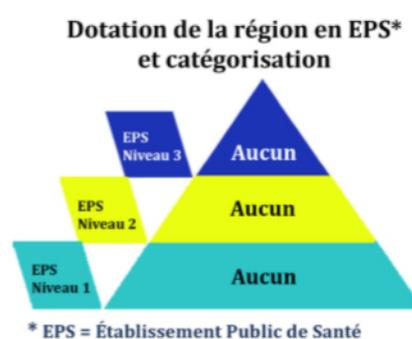
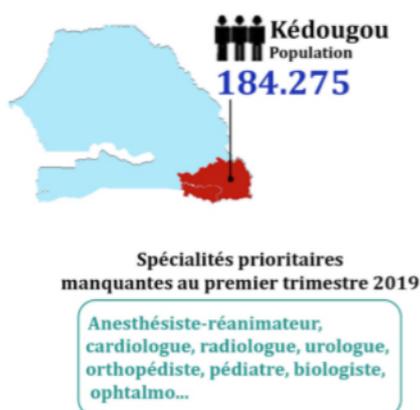
Aussi, les populations ne se plaignent pas du manque de structures de santé dans leurs localités tel qu'il apparaît dans le graphique ci-dessus (99%). Mais dans le même temps, Kédougou constitue une région à part entière du

Sénégal car étant la seule à ne pas disposer d'hôpital régional.

Cette situation pose un véritable problème d'accès des populations aux soins. Bien que l'État sénégalais ait annoncé l'ouverture en 2021 d'un hôpital régional, le calvaire des populations se présente de manière prononcée en cas d'urgence nécessitant l'évacuation de malades dans les hôpitaux de niveau 3.

Kédougou, un cas critique

Cette région, n'a pas d'hôpital, ne possède qu'un centre de santé et ne compte que trois médecins spécialistes : un chirurgien, un dentiste et un gynécologue.



Réalisé à partir de données de l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie et de données obtenues par **Ouestaf News** de source syndicale

Source : <https://ouestaf.com/repartition-des-services-de-sante-au-senegal-1ere-partie-les-laises-pour-compte/>

La précarité dans laquelle vivent les populations et qui résulte du manque criard de services sociaux de base accentue la marginalisation des populations désœuvrées en quête de meilleures conditions de vie.

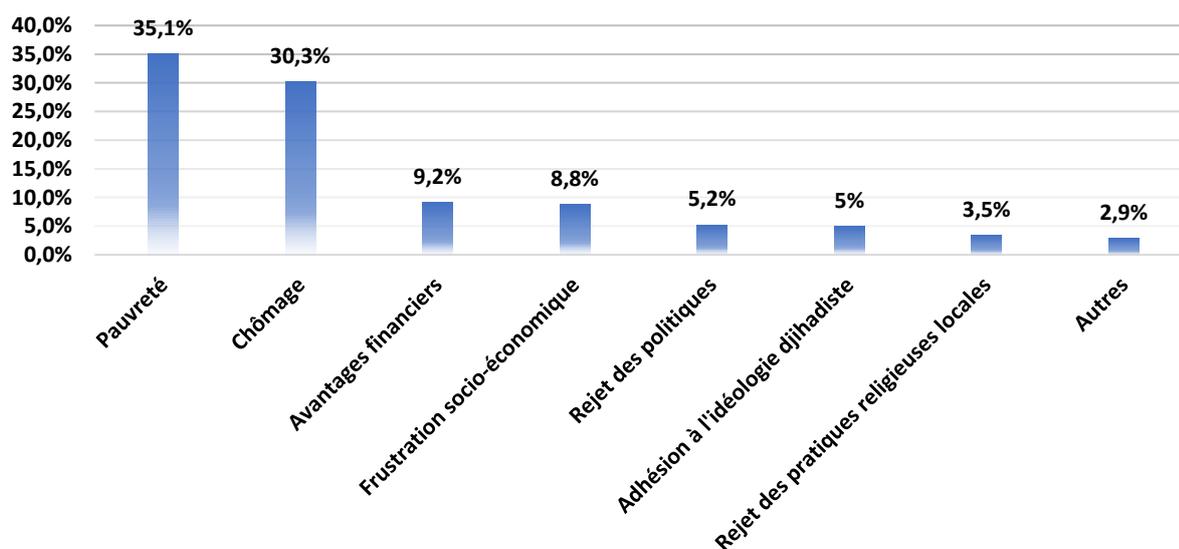
Risques de s'engager dans un groupe extrémiste violent ? Pour quelles raisons ?

À la question, selon vous, qu'est-ce qui pourrait expliquer un jour qu'un jeune ou une femme

intègre les rangs d'un groupe armé ou terroriste, les personnes interrogées désignent par ordre d'importance la **pauvreté (35,1%)**, le **chômage (30,3%)** principalement.

Les avantages financiers, la frustration socio-économique et le rejet des politiques viennent avant l'adhésion à l'idéologie djihadiste et le rejet des pratiques religieuses locales alors que l'État semble plutôt agir sur ce dernier levier

EXPLICATION ENGAGEMENT DES JEUNES ET DES FEMMES



Graphique 20 : Qu'est-ce qui pourrait expliquer un jour qu'un jeune ou une femme intègre les rangs d'un groupe armé ou terroriste ?

Au regard de cette situation, il ne faut pas exclure le recours à la migration ou encore le ralliement à des groupes armés comme l'affirme

ce membre du Conseil régional de la jeunesse de Kédougou :

« Quand on se considère exclu du système, forcément on va se révolter surtout pour la jeunesse. Il faut le reconnaître, le jeune a besoin de réussir, de prouver qu'il peut arriver à quelque chose. Si le cadre qui lui est offert ne répond pas à ses aspirations, forcément il va se révolter et tenter des chemins tortueux mais aussi à se radicaliser ... ».

Contrairement à cette vision plus ou moins alarmiste, ce n'est pas le cas de ce cadre de l'Agence Régionale de Développement (ARD)

qui voit autrement la situation des jeunes de Kédougou :

« Je ne peux pas parler de marginalisation. L'État a posé des actes pour promouvoir l'équité territoriale et a mis en place des programmes pour résorber le gap entre les régions. Je veux parler du PUDC, du PUMA et du Promoville. L'accès à l'énergie et à l'électricité dans les zones périphérique même si c'est insuffisant, il y a tout de même une volonté politique ».

Ainsi, l'engagement des jeunes aux côtés de groupes armés serait plutôt justifié par la quête d'une satisfaction des préoccupations socioéconomiques des jeunes.

Dans ce sillage, comment devrait-on interpréter la vie en zone frontalière ?

► IV. Vivre en zone frontalière : avantage ou inconvénient ?

La question de la gestion des frontières constitue un véritable casse-tête pour les États en Afrique subsaharienne et les populations. Face aux multiples atouts que peuvent tirer les populations, il n'en reste pas moins que les zones frontalières soient des foyers propices de tensions et de conflits. Dans ce sillage, d'une part, elles constituent des zones d'échanges dynamiques entre les communautés frontalières en raison de leurs liens culturels et ethnolinguistiques communs ; d'autre part, la porosité des frontières facilite la prolifération des trafics illicites qui menacent la sécurité, dans un contexte où des groupes armés bafouent les moyens de subsistance des communautés frontalières en causant des dégradations et des déplacements massifs de populations²⁵.

En analysant les résultats de la présente étude, il ressort que les avis sont partagés sur le caractère avantageux ou non de vivre dans une zone frontalière.

Ainsi, si les uns pensent que vivre dans une frontière constitue un avantage certain, d'autres par contre y voient un inconvénient.

À Kédougou, un membre du Conseil régional de la jeunesse a affirmé lors des entretiens qualitatifs :

“Vivre en zone frontalière est un avantage parce que cela permet de partager avec les populations frontalières mais aussi de vivre un certain multiculturalisme qui est là. Mais il y a aussi des dangers avec toutes les situations de vulnérabilité (...). Il y a des maladies et aussi la menace terroriste. Des fois, nous subissons ici certaines instabilités du Mali comme de la Guinée !

Donc il faut reconnaître que oui il y a des avantages comme des inconvénients.”

Ce qui signifie que cette transfrontalité peut constituer une richesse mais aussi un danger constant surtout en ces périodes où le Sahel est en proie à des attaques terroristes et des conflits intercommunautaires que les effets de la pandémie de covid-19 n'ont pas estompés. C'est la raison pour laquelle les avantages sont certes réels, mais les inconvénients sont tout aussi nombreux et inquiètent plus d'un.

D'après G. D. membre du Forum Civil de Kédougou, ***“Les avantages, c'est qu'il y a peut-être en termes d'échanges commerciaux(...). Malheureusement, les inconvénients ça crée de l'insécurité(...) avec des produits que nous consommons qui ne sont pas suffisamment contrôlés dans les pays d'origine.”***

Les avis des uns et des autres sur cette cohabitation invitent à une réflexion sur les relations avec les populations maliennes.

► 1. Des relations avec les populations maliennes jugées bonnes dans l'ensemble...

Le Sénégal partage l'est du territoire, une très large frontière terrestre avec son voisin immédiat, le Mali. Cette frontière est longue de plus de 400 kilomètres (419 km)²⁶. Ainsi, on note une transfrontalité et une migration quotidienne des populations de part et d'autre de cette frontière. Les populations des deux pays sont condamnées à vivre ensemble avec des us et habitudes parfois différents.

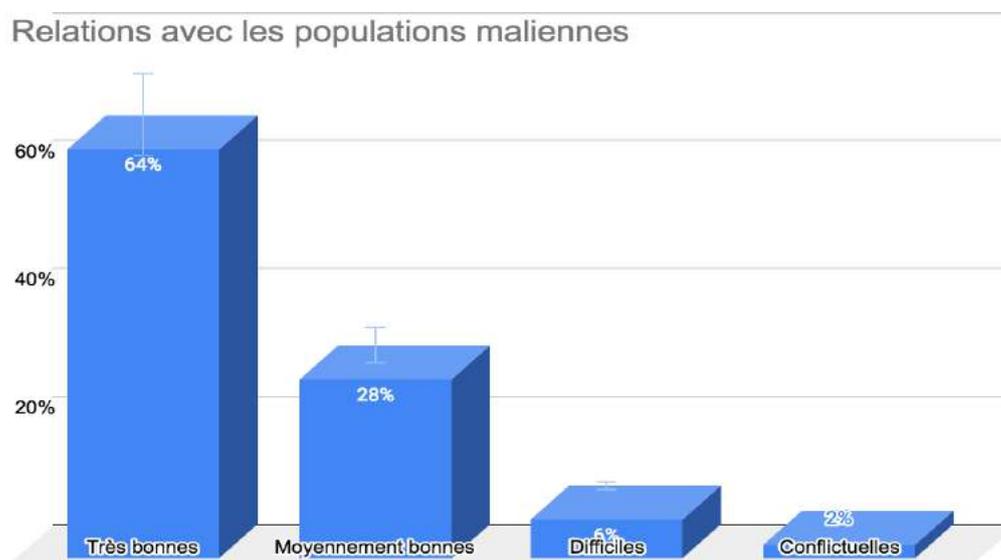
²⁵ <https://www.uncdf.org/fr/lobi>

²⁶ <https://www.jeuneafrique.com/172402/politique/mali-l-impossible-contr-le-des-fronti-res/>

D'après les résultats de l'enquête, les rapports entre les habitants de la zone frontalière de Kédougou et les populations maliennes sont jugés bons dans l'ensemble. En effet, selon les données de l'étude, 64% des personnes interrogées estiment que ces rapports sont très bons, 28% pensent qu'ils sont moyennement bons.

Rappelons que ces deux pays ont vécu ensemble dans une fédération étatique - qui n'a d'ailleurs duré que le temps d'une rose - une vie

commune sous la devise commune : "Un peuple - Un but - Une foi". Cette devise traduit une volonté de vie commune, c'est-à-dire la volonté (Une Foi), l'Unité (Un Peuple), et la Construction nationale (Un But)²⁷. Cependant, une minorité de la population, respectivement 6% et 2% d'entre eux jugent que ces relations sont difficiles, voire conflictuelles. Ce taux n'est pas à négliger si on sait comment les conflits intercommunautaires ont démarré dans certaines contrées du Sahel.



Graphique 21 : Relations des habitants de la frontière de Kédougou avec les populations maliennes

C'est peut-être ces chiffres rassurants qui font croire à beaucoup que la crise qui sévit au Mali ne les concernait pas.

► 2. ...la majorité ne se sent pas concernée par la crise malienne...

Le Mali est en train de traverser, depuis l'effondrement de la Libye, une crise sécuritaire et politique sans précédent : présence de groupes terroristes, attaques répétitives, prises d'otages, coups d'État.

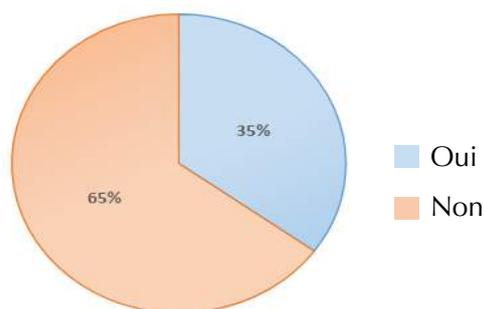
Cette situation devrait inquiéter tout le Sahel au regard de la porosité manifeste des frontières et le manque criard de moyens des forces de

défense et de sécurité. La menace est pourtant réelle au niveau des frontières des pays limitrophes du Mali.

Cependant, la majorité de la population interrogée ne se sent pas concernée par la crise malienne. Ainsi, 65% affirment que la situation qui prévaut au Mali ne les concerne pas. Insouciance ou politique de l'Autriche ? L'un dans l'autre, ce taux est inquiétant au regard de la proximité géographique entre les deux zones.

²⁷ <https://www.sec.gouv.sn/symbolique-nationale>

Concernées par la situation sécuritaire



Graphique 22 : Les populations sont-elles concernées par la crise sécuritaire au Mali ?

Depuis un certain temps, nous avons noté que le gouvernement du Sénégal est en train de faire beaucoup d'efforts dans le but de sécuriser davantage la frontière et parer à toute éventualité. Construction de postes frontaliers par ici, présence de l'armée par-là, tout porte à croire que les dirigeants sont conscients des enjeux sécuritaires et géostratégiques qui prévalent dans la région.

Une perception mitigée des mesures sécuritaires étatiques

En effet, entre mille feux de contagion djihadistes et autres menaces criminelles, le Sénégal blinde petit à petit sa frontière terrestre avec son voisin malien, au-delà de laquelle se dresse Kayes, une des régions du Nord-Mali où règne l'insécurité « criminelle » et djihadiste²⁸. Selon beaucoup d'observateurs de la crise sécuritaire sahélienne, la région de Kédougou est concernée au premier plan par l'insécurité grandissante qui prévaut au Mali.

Ce sont pratiquement les mêmes populations car à en croire cet agent travaillant pour une société minière de Sabodala, "... **parce que le Mali et Kédougou ne font qu'un.**"

La proximité immédiate avec le Mali fait de Kédougou une zone à risque pour plusieurs raisons dont la porosité des frontières et parfois la limitation des moyens de nos États. C'est ce

qui explique la crainte de certaines personnes par rapport à la crise au Mali. D'après B. C. de l'Association des femmes ressortissantes de Kédougou, "**Kédougou est bel et bien concerné par la crise malienne pour la simple raison que nous sommes frontaliers. Donc si jamais ça déborde, on ferait face à un flux d'arrivée de rescapés, de réfugiés qu'on ne pourrait pas rejeter, c'est un des inconvénients.**"

Ce qui porterait à croire que les femmes seraient plus conscientes de ce danger qui guette la zone. Selon d'autres, Kédougou est concerné par cette crise mais de manière indirecte. Cette situation, cette situation ne doit pas pousser les populations à dormir sur leurs lauriers. "**Kédougou n'est pas directement concerné par la crise malienne, mais le fait d'être à la frontière nous invite à la vigilance et à la prudence.**" (Entretien avec un guide religieux catholique à Kédougou). Cet appel invitant à redoubler de vigilance doit être pris très au sérieux au regard de la place importante qu'il occupe dans la société. À côté de ces personnes, il y a d'autres qui pensent tout à fait le contraire. Mais toujours est-il qu'il faille être sur le qui-vive et bien surveiller. "**Kédougou n'est pas concerné à mon sens. Mais de toute les façons, mettre des gardes fous ne serait pas de trop.**" (Entretien réalisé avec un membre du Conseil islamique).

| Nombre de Sensation de sécurité | Conflits au Mali soient une menace pour votre région | | | Total général |
|---------------------------------|--|-----|-----|---------------|
| | Ne sait pas | Non | Oui | |
| Sensation de sécurité | | | | |
| Non | 15 | 10 | 49 | 74 |
| Oui | 210 | 63 | 142 | 415 |
| Total général | 225 | 73 | 191 | 489 |

Tableau 4 : Tri croisé entre sensation de sécurité et perception des conflits au Mali

²⁸ <https://fr.sputniknews.com/afrique/202007241044157714-crise-malienne-le-senegal-bunkerise-ses-frontieres-sud-est/>

Une inconscience des dangers ?

D'après le tableau ci-dessus, **65 % des personnes sondées qui ne se sentent pas en sécurité estiment que les conflits qui se déroulent au Mali voisin ne constituent pas une menace pour la sécurité de la région.**

Ce qui signifie que malgré cette forte sensation d'insécurité, les populations ne sont pas très

inquiètes des exactions qui se déroulent tout près d'elles.

Ce qui peut sembler préoccupant, c'est que pour la plupart de ceux qui se sentent en sécurité dans cette zone frontalières (49%), ils ne savent même pas si les conflits au Mali constituent une menace pour eux.



Nuage de mots généré à partir des réponses ouvertes à la question sur les impacts de la crise malienne sur les populations à partir du site web <https://nuagedemots.co>

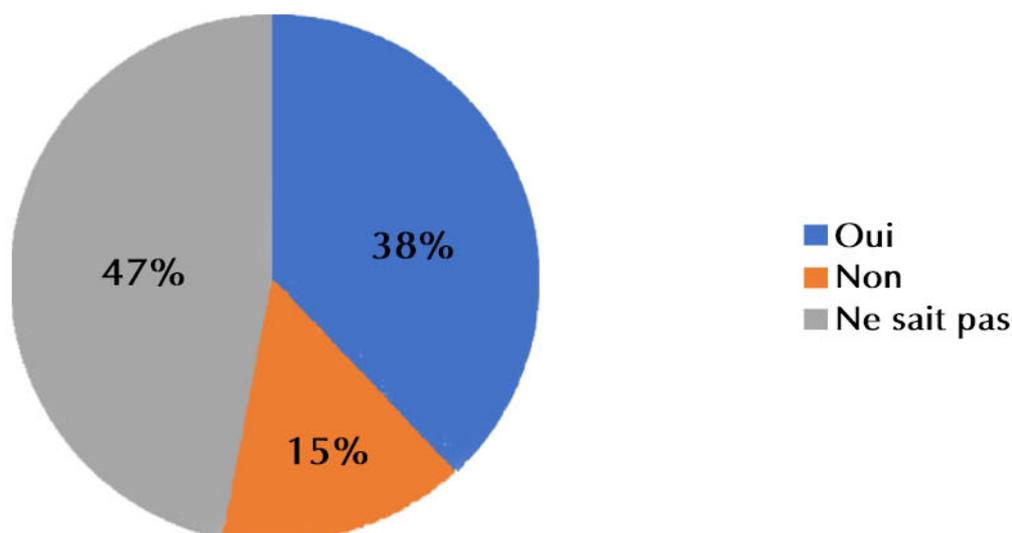
D'après ce nuage de mots qui explique pourquoi certaines populations se sentent concernées par la crise sécuritaire qui prévaut au Mali, il ressort principalement la proximité avec le Mali, les migrations, l'insécurité grandissante. Par contre, ceux qui ne se sentent pas concernés évoquent un éloignement des zones où les exactions sont menées, la sécurisation des frontières entre autres raisons.

▶ 3. ...Mais plus du tiers des personnes interrogées estiment que cette crise malienne constitue une menace pour le Sénégal

Les populations de Kédougou sont plus proches de la ceinture de feu que constitue le Mali qui est en même temps l'épicentre du terrorisme en

Afrique de l'Ouest. Cette zone fait partie des plus dangereuses au vu des exactions qui s'y déroulent de manière régulière. Ainsi, ses frontières sont celles qui sentiraient en premier lieu les effets d'un débordement au plan sécuritaire. En réalité, les populations en masse semblent ne pas connaître ces enjeux. D'ailleurs, les résultats ont montré que 47% de l'échantillon ne savent pas si la crise au Mali constitue ou non une menace pour eux. En outre, d'après toujours les chiffres de l'enquête, sur 100 personnes sondées, 38 pensent que la crise malienne constitue une menace pour le Sénégal. Ce qui est inquiétant, c'est que la majeure partie des répondants ne maîtrise pas cette question qui est pourtant d'une brûlante actualité dans tout le Sahel.

Menaces du conflit du Mali pour le Sénégal



Graphique 23 : La crise malienne constitue-t-elle une menace pour le Sénégal ?

Pourtant, on note, non loin de la frontière, la présence de groupes terroristes qui ont une ambition affichée de contrôler toute l'étendue de la bande sahélienne. D'ailleurs, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres a récemment déclaré que la crise sahélienne est une menace pour tous les pays²⁹. En d'autres termes, aucun pays n'est épargné par rapport à cette menace qui plane dans tout le Sahel. Selon lui, **"l'absence d'un dispositif sécuritaire suffisant dans le Sahel a permis non seulement l'aggravation de la crise au Sahel, mais une menace grandissante vers les pays côtiers"**. Ce qui démontre, à suffisance, la nécessité de surveiller les zones frontalières des pays sur la côte comme le Sénégal et la Guinée.

► 1. L'insécurité au Mali : une menace pour la sous-région

L'insécurité qui règne au Mali peut constituer une menace pressante pour les autres pays de la région au regard de la violence grandissante qu'elle peut engendrer. En effet, cette situation peut aboutir à des crises si on mesure le manque

de moyens de nos États et la porosité de nos frontières.

Selon le chercheur Dr. Bakary Sambe, spécialiste du Sahel, **"À chaque fois qu'il y a une crise politique institutionnelle à Bamako, cela se traduit par un débordement de la violence et du djihadisme au Sahel. L'étau se resserre sur cette région sur laquelle planent d'importants risques d'instabilité."**³⁰ C'est ce qu'on appelle un **effet domino**. En outre, la majeure partie de la population n'est pas consciente de ces enjeux sécuritaires.

Une population jeune plus consciente des risques sécuritaires ?

Ainsi, d'après les résultats de l'enquête, **41% des jeunes estiment que la situation qui prévaut au Mali est une menace pour la sécurité**. Mais le fait que 44% d'entre eux disent ne pas savoir ce dont il s'agit, est source de préoccupation.

²⁹ https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/10/19/antonio-guterres-la-crise-sahelienne-est-une-menace-pour-nous-tous_6056573_3212.html

³⁰ https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/09/13/chaque-crise-politique-a-bamako-se-traduit-par-un-debordement-de-la-violence-au-sahel_6051993_3212.html

D'ailleurs, lors de la cérémonie de lancement à Kédougou de l'initiative nationale « Résilience aux frontières » initiée par le Timbuktu Institute en partenariat avec la Fondation Konrad Adenauer autour des acteurs qui œuvrent pour la sécurisation des frontières, **les participants (jeunes, femmes et leaders) ont fait montre d'une certaine préoccupation liée au voisinage immédiat du Mali frappé par une grave crise sécuritaire bien avant le coup d'État de mi-août 2020.**

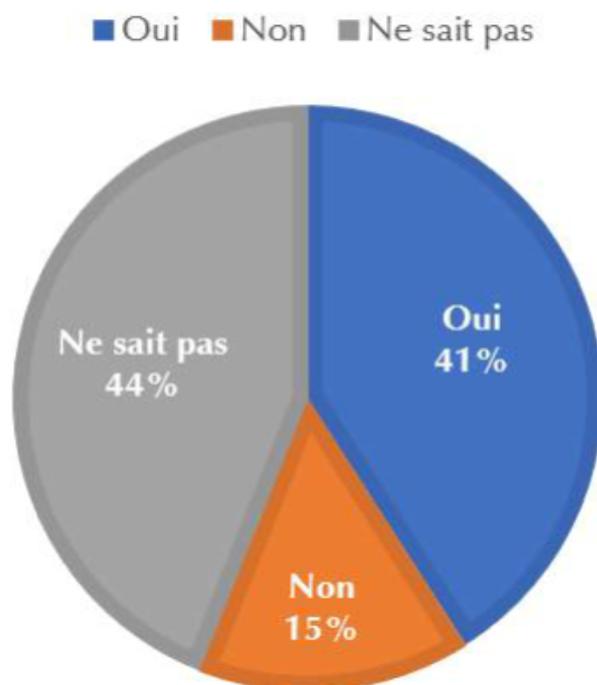
Il y a, aujourd'hui, une forte crainte que la frontière sénégalo-malienne devienne un espace de débordement de l'insécurité³¹.

En d'autres termes, les acteurs de la vie sociale de la région de Kédougou craignent que ce qui

arrive au Mali arrive au Sénégal. Et cette situation engendre un sentiment d'insécurité dans beaucoup de pays sahéliens qui n'ont pas encore connu d'attaque terroriste comme le Sénégal, la Guinée ou encore d'autres pays côtiers.

Il est à noter que le fait que les groupes soient plus présents au Nord du Mali, pourrait peut-être préserver des pays comme le Sénégal. Ainsi, le conflit aura probablement un impact limité sur les États voisins, en raison de l'isolement géographique du Nord du Mali, de l'intégration commerciale et financière limitée du Mali avec les pays de la région, ainsi que du nombre apparemment réduit de rebelles³².

MENACE DU CONFLIT DU MALI POUR LE SAHEL



Graphique 24 : La crise au Mali constitue-t-elle une menace pour le Sahel ?

³¹ <https://timbuktu-institute.org/index.php/toutes-l-actualites/item/357-kedougou-resilience-aux-frontieres-une-initiative-face-aux-risques-securitaires-dans-les-regions-frontalieres-du-senegal>

³² <https://www.agenceecofin.com/politique/1302-8928-standard-poor-s-analyse-l-impact-de-la-crise-malienne-sur-la-region-sahel>



Nuage de mots généré sur les réponses ouvertes à la question sur les dangers auxquels les populations sont confrontées ou qu’elles craignent à partir du site web <https://nuagedemots.co>

Ce nuage de mots exprime les dangers auxquels les populations sont confrontées ou qu’elles craignent. La pollution, l’insécurité, le banditisme, les braquages, les vols de bétail sont entre autres les actes dangereux que les populations subissent. Ils craignent des attaques terroristes et la présence éventuelle de groupes armés.

2. Visions partagées des populations sur l’accueil d’orpailleurs étrangers

Une prédominance logique des Maliens

Les sites d’orpaillage de Kédougou sont fréquentés par des individus d’origines diverses. Une étude a été menée en 2018 par l’ANSD et dans laquelle les travailleurs ont été recensés et cartographiés.

D’après le rapport, il y a 40% de sénégalais dans le secteur à côté des maliens (39,6%), les guinéens (10,3%), les burkinabè (5,2%) mais aussi bissau-guinéens (0,2%), les ghanéens (0,1%), les mauritaniens (0,1%)³³,... Ce tableau

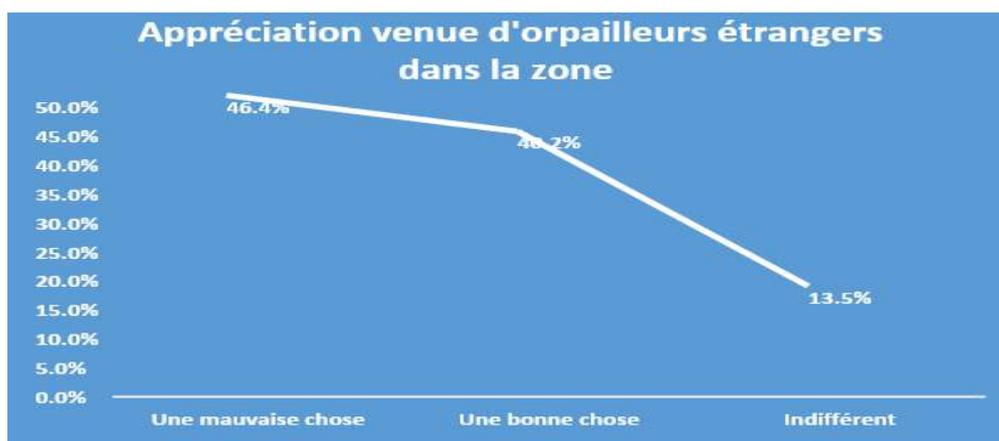
montre clairement que c’est la sous-région en miniature qui est représentée dans cette zone aurifère.

Cette relative bonne cohabitation souffre parfois de conflits entre les étrangers eux-mêmes ou entre ces derniers et les populations locales.

D’ailleurs, les personnes qui ont eu à être interrogées semblent être mitigées sur cette problématique. Les résultats de notre étude montrent que les avis des populations sont partagés sur la question de l’accueil de ces orpailleurs venus d’autres pays.

Si 46,4% pensent que c’est une mauvaise chose, 40,2% estiment que c’est une bonne chose. Ainsi, le fait que la majeure partie des personnes enquêtées pense que ce n’est pas une bonne chose d’accueillir des étrangers dans le secteur de l’orpaillage laisse penser qu’il y a un risque de tension entre ces étrangers et la population. Ce qui veut dire que leur présence dérange les populations autochtones à bien des égards.

³³ Source : Données “Rapport étude sur la monographie de l’orpaillage au Sénégal” ANSD (2018)



Graphique 25 : Perceptions des populations sur les orpailleurs étrangers

Par ailleurs, nous pouvons dire que globalement, les orpailleurs étrangers sont bien accueillis par les populations si l'on se fie aux personnalités interrogées sur la question. À en croire M. C., de l'ARD, "**Je ne peux pas le dire de manière catégorique. Ils sont bien accueillis, il n'y a jamais eu de mouvement de contestation pour les faire déguerpir. Même le conflit qu'il y a eu ici, c'était entre peuples étrangers. Les sénégalais n'étaient pas concernés. Nous sommes réputés être un pays d'accueil**", en plus de la prostitution,

du trafic de drogue ainsi que du banditisme. Les problèmes qui surgissent des fois seraient entre les étrangers car d'après ce délégué de quartier Dandé Mayo "**Il y a un bon accueil. On n'a pas de problème avec eux. Mais entre eux ils s'entretuent parfois.**" Cet avis semble ne pas être partagé par tous les leaders de la région. Pour certains, les étrangers ne sont pas accueillis à bras ouverts comme des frères. "*Un accueil de méfiance, froid...*" (Entretien réalisé avec un leader du Conseil islamique).

► V. Bonnes pratiques de cohésion sociale et de résilience

Malgré les difficultés que connaissent très souvent les zones frontalières en raison des flux de personnes enregistrés, l'absence de contrôle étatique suffisant, les défis socio-sécuritaires, les dérives liées à l'exploitation artisanale du métal jaune dans un environnement cosmopolite, Kédougou a su se tirer du lot pour se présenter en modèle de résilience. Entre diversité culturelle, l'engagement de différents acteurs de la société civile et des leaders religieux et coutumiers, Kédougou constitue un bel exemple de cohésion sociale malgré la diversité ethnique et les difficultés liées principalement à l'orpaillage.

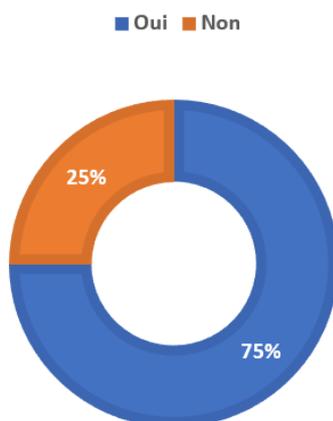
► 1. La culture et les traditions au service de la cohésion sociale

La notion de cohésion sociale est sujette à plusieurs acceptions du fait de son caractère protéiforme. Idéal de vivre-ensemble auquel beaucoup d'États modernes aspirent, elle a fait l'objet de plusieurs théories dont l'une des plus

marquantes demeure sans nul doute celle de son précurseur Émile Durkheim. Dans son essai, **De la division du travail social** (1893), il conceptualise la cohésion sociale à partir de deux formes de solidarités à savoir celle organique et celle mécanique, laquelle cohésion se caractérise par la diversité des liens sociaux, une solidarité et une conscience collective fortes.

La cohésion sociale est ainsi un gage d'une société de paix où l'entente est le maître-mot des relations entre les différentes composantes de la société. Quant à la culture et les traditions, elles sont généralement utilisées comme des leviers de renforcement de cette cohésion. Dans le cas d'espèce, il est posé à l'échantillon la question de savoir si ces deux leviers peuvent jouer un rôle positif pour la paix et la cohésion sociale ? 75% ont répondu par l'affirmative pendant que 25% restent dubitatifs quant à l'efficacité d'un pareil rôle.

RÔLE POSITIF DE LA CULTURE ET DES TRADITIONS



Graphique 26 : Pour vous la culture ou les traditions peuvent-elles jouer un rôle positif pour la paix et la cohésion sociale ?

Cette opinion positive d'individus généralement jeunes autour de la culture et des traditions, est-elle partagée par des leaders de toutes branches et obédiences confondues ? Si certains pensent que :

« Nos traditions sont vraiment respectées. C'est ce qui fait que le plus souvent, il y a certains conflits que nous parvenons à régler par le dialogue, par l'intervention des sages qui sont ... »,

d'autres estiment :

« On a toujours utilisé les traditions pour préserver la paix. Les échanges contribuent à raffermir les liens. Cela a toujours été ainsi ».

« La tradition peut jouer un grand rôle ! Par exemple, le cousinage à plaisanterie c'est la tradition qui l'a instaurée et cela fait que dans notre pays, on est en train de vivre en paix ».

À travers ces affirmations, on peut retenir que la tradition participe à la consolidation de la cohésion, de par son influence positive, au règlement des conflits, à la mise à contribution de pratiques coutumières qui renforcent le ciment social, bref contribue au raffermissement des liens sociaux.

Des exemples concrets attestent de cette « vérité prêchée » par les répondants eux-mêmes.

On peut d'abord citer le **Festival des minorités ethniques** qui est un moment fort d'expression des composantes linguistiques du pays Bassari,

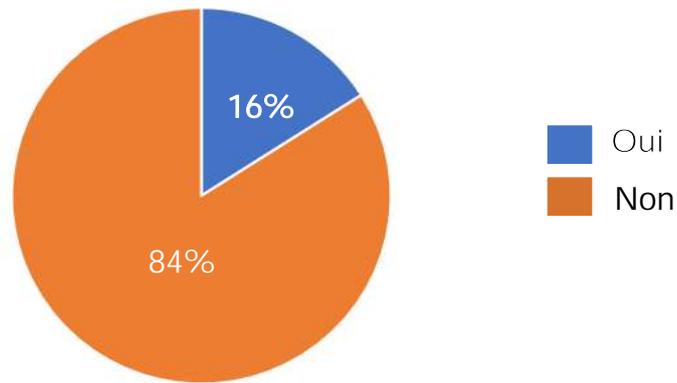
marque de singularité de cette partie du Sénégal et de « *complicité dans la différence* »³⁴.

Ce cadre de démonstration de la diversité des pratiques chez les ethnies dites minoritaires (Bassari, Bedick, Dialonké et Koniagui) étendu à d'autres ethnies (Diakhankés, Malinké, peul, etc.) se matérialise par différentes activités toutes aussi diverses que variées : danses initiatiques, rencontre des chefs coutumiers, séances de contes et de veillées culturelles, expositions ethnoculturelles, etc.³⁵

³⁴ Proposition d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial, Pays Bassari Paysages Culturels Bassari, Peul et Bédik, janvier 2011; <https://whc.unesco.org/uploads/nominations/1407.pdf> , consulté le 06 janvier 2021

³⁵ <https://www.au-senegal.com/a-bandafassi-le-festival-des-minorites-ethniques,11626.html>, consulté le 06 janvier 2021.

Centralité du rôle des femmes



Graphique 27 : Pour vous, les femmes ont-elles un rôle dans la consolidation de la paix ?

Ceci témoigne sur la confiance placée en la femme au-delà de son rôle d'éducatrice, d'épouse et de manager des aspects de la vie quotidienne.

En outre, l'analyse des tris croisés entre genre et rôle des femmes dans la consolidation de la paix montre qu'il y a plus de femmes qui doutent de leurs capacités elles-mêmes à jouer un rôle dans la consolidation de la paix que d'hommes.

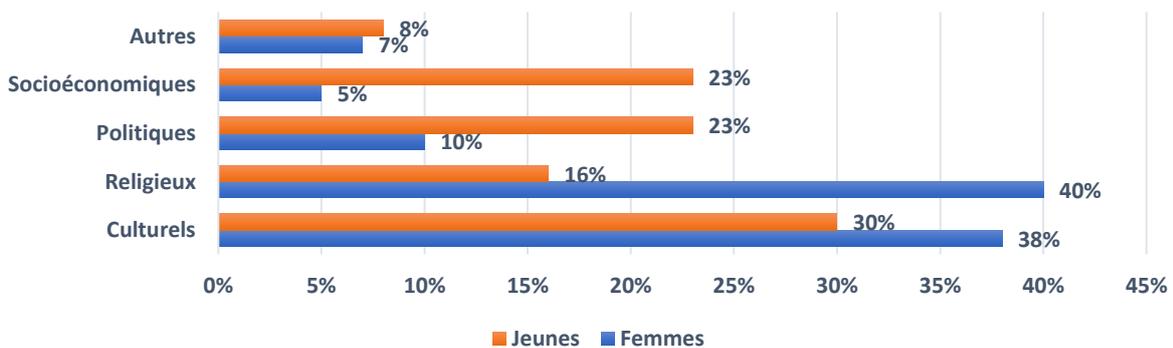
A contrario, seuls 15% d'hommes (44/286) et 13% des femmes (29/227) font confiance au potentiel féminin en matière de consolidation de la paix. L'explication d'une négation du potentiel féminin chez les hommes peut paraître simple et se comprendre chez le sexe opposé.

Mais ce qui peut surprendre c'est le manque de confiance de la gent féminine en elles-mêmes qui laisse ouverte certaines questions :

Est-ce une sous-estimation de soi ou alors un conformisme aux normes sociales voulant parfois que les femmes soient écartées de certains cercles de décision.

Si ces différentes questions restent ouvertes, il faut noter que l'implication des femmes et des jeunes de manière générale dans la vie publique et la consolidation de la paix se heurte à un certain nombre d'obstacles. Les graphiques ci-après montrent qu'une pareille implication est entravée par des obstacles d'ordres culturels (38%), religieux (40%), politiques (10%) et socioéconomiques (5%) ; pour ce qui est de l'implication des jeunes, les obstacles sont également d'ordre culturels (30%), religieux (16%), politiques (23%) et socioéconomiques (23%).

Obstacles à l'implication des femmes



Graphique 28 : Des obstacles à l'implication des femmes dans la vie publique et la consolidation de la paix

À travers ces graphiques, l'on note une similitude (30% et 38%) au niveau des obstacles culturels aussi bien pour les jeunes que pour les femmes. **En revanche, les entraves religieuses sont plus prononcées à l'égard des femmes qu'à celui des jeunes.**

En réalité, dans beaucoup de sociétés, l'on note **une radicalisation de certaines franges religieuses vis-à-vis des femmes potentiellement considérées comme des incapables au sens juridique du terme.**

Il s'avère que c'est au niveau des volets socioéconomiques et politiques que les jeunes peinent à jouer pleinement leur rôle. Ceci rappelle le problème de gérontocratie qui mine les cercles politiques et la vulnérabilité socioéconomique dont se plaignent les jeunes.

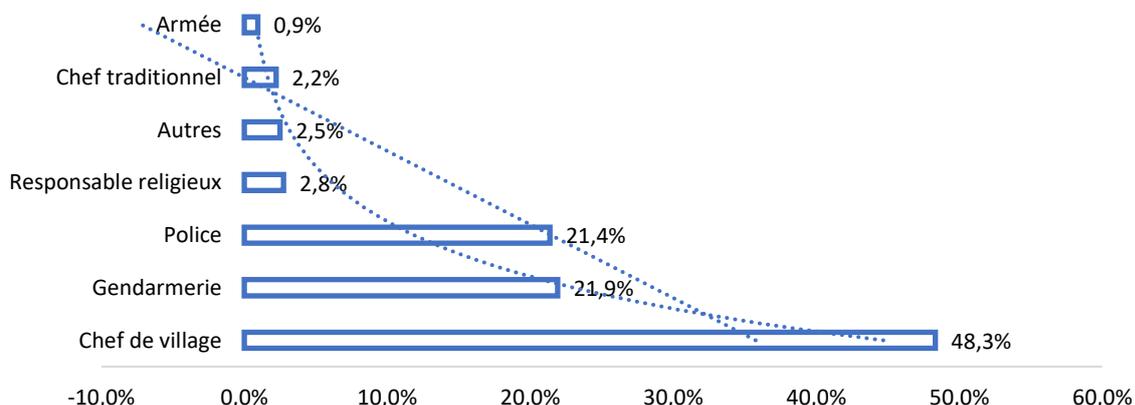
Ainsi, pendant que les principaux obstacles pour les femmes sont d'ordres culturels et religieux, les jeunes de leur côté subissent les obstacles politiques et socioéconomiques selon les jeunes.

3. De la confiance en matière de gestion des conflits et de maintien de la paix : autorités administratives ou leaders religieux et coutumiers ?

Les jeunes et les femmes ne sont pas les seuls acteurs dans le spectre de la résilience communautaire aux conflits. Bien que les populations soient conscientes de leur contribution en termes de maintien de la paix, les pouvoirs publics et l'autorité morale des chefs coutumiers et traditionnels font davantage sens à leurs yeux car placés au premier rang sur le front de la lutte contre les crises et du maintien de l'entente sociale.

Chez les jeunes interrogés, **près de la moitié ont recours au chef de village pour le règlement des conflits (48,3%). La gendarmerie et la police arrivent en deuxième et troisième position (21,9% et 21,4%) devant les responsables religieux et les chefs traditionnels.**

Contact en cas de conflit



Graphique 29 : Si vous avez un conflit dans la localité à qui vous adresseriez-vous ?

L'autorité administrative garde ainsi une place de choix sur ce terrain.

Cette discrimination positive envers l'Administration peut se comprendre et trouver une explication dans le fait qu'elle soit

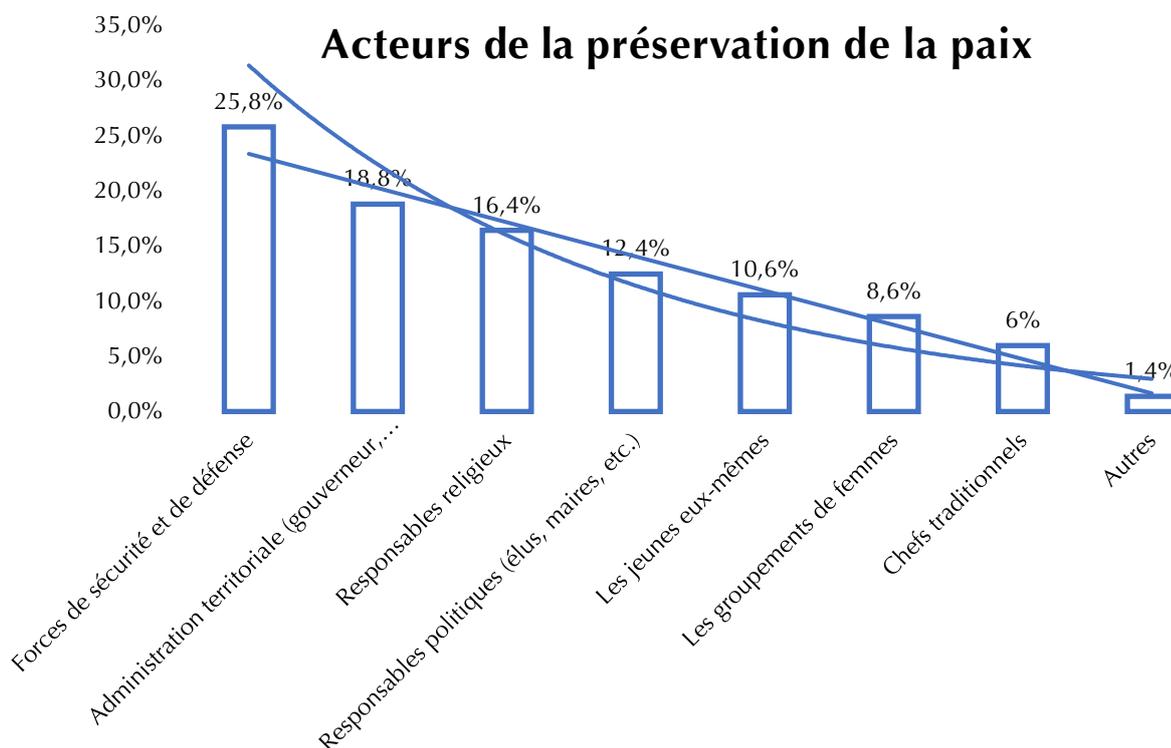
dépositaire des prérogatives de puissance publique. Ceci ne veut pas dire que les responsables religieux et coutumiers sont exclus du terrain de la gestion des crises. Au contraire, une complémentarité est à tirer de ce graphique.

En réalité, les chefs religieux et coutumiers incarnent une autorité morale très forte dans la société sénégalaise en générale et dans les régions de l'intérieur du pays où la dose de religiosité et de traditionalisme est moins influencée que dans les grands centres urbains sénégalais.

D'ailleurs, **90.3% se disent convaincus des messages émis par les guides religieux.**

Aussi, pour une préservation de la paix, **ils comptent par ordre de priorité sur les Forces de Défense et de Sécurité (25,8%), l'Administration territoriale (18,8%) et les responsables religieux (16.4%).**

Comme dans plusieurs enquêtes sur les taux de confiance au Sénégal, **les responsables politiques (maires, élus, etc.) arrivent encore derrière les religieux pour la préservation de la paix sociale.**



Graphique 30 : Acteurs pertinents de la préservation de la paix

Est-ce une réponse-sanction à l'égard de ces derniers ou un appel à une redynamisation du rôle des élus locaux ? Il faut admettre que les élus locaux font l'objet de beaucoup de critiques

chez les jeunes acteurs généralement mus par une volonté de voir émerger une politique de proximité qui garantit épanouissement à tout citoyen.



Conclusion

Au terme de cette recherche, on aura retenu que la région cosmopolite de Kédougou est à la fois une région culturellement riche, avec des prédispositions au développement sûres, mais où la population manque de beaucoup de choses.

Par ailleurs, le partage de frontières avec un pays en crise comme le Mali est un fait légitimant des interrogations et inquiétudes sur la résilience face à l'insécurité malgré les paradoxes très prononcées notées dans la région de Kédougou.

L'existence de socles socioculturels assez forts et une administration en qui les populations vouent une entière considération sont, à coup sûr, des éléments de taille du maintien du vivre-ensemble. Néanmoins, l'accueil d'étrangers dans les mines d'or, en plus des pratiques dégradantes qui s'y déroulent posent de véritables défis sécuritaires pour le Sénégal. D'où la nécessité de réorganiser le secteur de l'orpaillage mais surtout de veiller à la formation des jeunes dans les domaines miniers

afin qu'il y ait une main d'œuvre qualifiée conformément aux besoins des entreprises sur place.

Les autorités sénégalaises gagneraient à accélérer les politiques et dispositifs pouvant réduire sensibles les frustrations socioéconomiques, sources principales de radicalisation des jeunes ; surtout dans ce contexte de pandémie où les espoirs d'un avenir meilleur sont quasiment réduits à néant au regard de la récession économique que nombre de pays sont en train de subir et ce, sur le plan international.

L'enjeu majeur pour l'État du Sénégal est une meilleure prise de conscience de la nécessité de couper les groupes terroristes qui opèrent déjà non loin de Kayes de potentielles couveuses locales au sein des populations qui semblent ces derniers temps devenir de plus en plus sensibles aux avantages que procureraient une alliance avec des groupes extrémistes ou criminels opérant sur cette frontière sénégal-malienne plus que poreuse.

Recommandations

- Créer de meilleures conditions d'une cohabitation pacifique et d'un vivre-ensemble entre populations voisines et le renforcement de la confiance mutuelle entre forces de sécurité-défense et la population locale ; seul gage d'une collaboration notamment pour le renseignement humain ;
- Appuyer davantage les initiatives de renforcement des liens d'amitié et d'intégration entre peuples à travers des activités socioéconomiques et culturelles en valorisant les ressources culturelles endogènes en matière de consolidation de la paix et de prévention des conflits ;
- Outiller davantage les forces de défense et de sécurité afin que les frontières soient mieux sécurisées et de sorte qu'elles puissent déceler les signaux faibles vers la radicalisation des populations locales ;
- Renforcer la coopération avec les partenaires internationaux classiques sur le plan du renseignement et de l'anticipation tout en mitigeant l'approche basée sur le tout-sécuritaire par un investissement dans la prévention et une approche inclusive ;
- Former les leaders religieux et coutumiers sur les enjeux des conflits transfrontaliers ;
- Organiser l'exploitation de l'or à Sabodala pour prévenir les potentiels conflits liés à l'afflux d'étrangers et pouvant opposer les forces de l'ordre et les populations locales ;
- Étudier davantage les causes profondes de la marginalisation des jeunes et des femmes dans les zones frontalières pour mieux apporter des solutions à l'exclusion socioéconomique en impliquant aussi le secteur privé et surtout les sociétés minières qui commencent à être négativement indexées par les populations locales ;
- Lutter efficacement contre le chômage et la pauvreté surtout pour ce qui des jeunes et les femmes en allant au-delà des projets souvent médiatisés et sans effectivité sur le terrain et dont les jeunes dénoncent l'extrême politisation ;
- Prendre en considération la nature changeante de la menace terroriste avec les nouvelles stratégies des groupes passant par la construction d'alliances progressives avec les populations locales par le biais d'actions humanitaires ou en pourvoyant des services sociaux de base là où l'État semble absent

Bibliographie

- ANSD, ANSD, Situation Économique et Sociale Régionale 2013
- ANSD, *Rapport étude sur la monographie de l'orpillage au Sénégal*, 2018
- ANSD, RGPHAE (2013) *Rapport régional définitif région de Kédougou*, avril 2017
- Bureau de surveillance et de lutte contre la traite des personnes, *Rapport 2020 sur la traite des personnes : Sénégal*
- Cherif Sané. *Les effets de l'identité culturelle sur l'attractivité d'une destination : le pays Bassari*. Gouvernance et branding des territoires touristiques, Mar 2018
- Emmanuelle BENICOURT, « La pauvreté selon le PNUD et la Banque mondiale », *Études rurales*, 159-160 | 2001, 35-54
- Le Bon G. Kédougou : aspects de l'histoire et de la situation socio-économique actuelle. In : Cahiers du Centre de recherches anthropologiques, XI^e Série. Tome 8 fascicule 3-4, 1965. pp. 167-230
- *Pays Bassari Paysages Culturels Bassari, Peul et Bédik*, Proposition d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial, janvier 2011
- Rapport, *Situation économique et sociale régionale 2015-2016*, ANSD, décembre 2019



TIMBUKTU INSTITUTE

African Center for Peace Studies
www.timbuktu-institute.org

**VDN – Sacré-Coeur 3 – BP 15177
CP 10700 Dakar Fann – SENEGAL.**

00221 33 827 34 91

**www.timbuktu-institute.org
contact@timbuktu-institute.org**



**Fondation Konrad Adenauer eV
Bureau du Sénégal
Almadies Zone 9, En face
Groupe scolaire "La Pointe des Almadies"
Dakar Sénégal**

**00221 33 869 77 78 / -80
Faxe +221 33 860 24 30**

**www.kas.de/de/web/senegal
buero.dakar@kas.de**